

# Lutte Ouvrière

HEBDOMADAIRE

PARAIT LE MARDI

N° 338 — SEMAINE DU 18 AU 24 FEVRIER 1975

PRIX : 2 F

## La grève des caristes de Billancourt :

## escarmouche ou avertissement ?





# dans notre courrier



## Calberson : un patron de combat

Des travailleurs de chez Calber-  
son nous ont adressé la lettre sui-  
vante :

Nous voudrions faire connaître aux lec-  
teurs de **Lutte Ouvrière** ce qui se passe à  
la société de transports routiers Calber-  
son de la porte de Saint-Ouen (Paris-17<sup>e</sup>)  
qui emploie 1.200 travailleurs.

Calberson, vous connaissez ? Ce n'est  
pas simplement le transport de l'arbre  
de Noël et la messe de minuit des rou-  
tiers. Dans cette entreprise qui se dit  
« d'une bonne ambiance sociale », c'est le  
règne de l'arbitraire.

Depuis huit ans, à la formation du syn-  
dicat CGT, la direction a implanté un syn-  
dicat CFT, actuellement majoritaire.

En décembre 1973, un début de grève a  
menacé la belle façade de Calberson. La  
direction a étouffé le mouvement en utili-  
sant la division entre hommes de quais et  
chauffeurs et le racisme.

Et depuis, elle cherche à se débarrasser  
des gêneurs. L'année dernière elle a licen-  
cié une déléguée CGT. Cette année, elle  
veut licencier un travailleur combatif  
qu'elle refuse de reconnaître comme dé-  
légué syndical.

Malgré la décision de l'inspecteur du  
Travail qui a refusé le licenciement, la di-  
rection a refusé de réintégrer ce camara-  
de. Elle a fait appel auprès du ministre  
du Travail, en nous laissant entendre  
qu'elle a des accointances de ce côté.

Au moment où nous écrivons, nous ne  
savons pas ce qu'a décidé le ministère.  
Mais, quel que soit ce résultat, la direc-  
tion aura à faire face aux travailleurs de  
Calberson. Car nous en avons assez de  
ce paternalisme qui s'accompagne des  
primes élastiques qui créent des heures  
supplémentaires élastiques et des salaires  
à la tête du client.



## A propos de l'homosexualité

Chers (es) camarades,

Je vous écris, pour vous féliciter sur  
l'article de Jacques Morand dans la ru-  
brique télévision ayant trait à l'homosexu-  
alité dans le numéro 335 de **LO**.

Car à ma connaissance, c'est la pre-  
mière fois que je vous vois prendre po-  
sition de façon assez objective.

Ce qui n'est pas le cas, de nombre de  
vos militantes et militants.

Je citerai en particulier cette petite phra-  
se assez caractéristique où vous venez  
de franchir un petit pas certes, mais j'es-  
père décisif ! « **Lutter contre les préjugés,  
combattre les brimades dont les homo-  
sexuels peuvent être victimes est un de-  
voir.** »

Ceci dit, je ne suis pas entièrement  
d'accord sur les autres passages de l'ar-  
ticle. Mon but présent n'est pas de vous  
l'expliquer maintenant, cela serait trop  
long, mais, comme je vous le formule  
plus haut, de vous encourager à vous dé-  
faire du carcan bourgeois et stalinien qui  
pèse sur votre idéologie, tout spéciale-

ment sur les problèmes ayant trait à la  
sexualité, la famille.

Recevez, camarades, mes salutations ré-  
volutionnaires.

D.T., Levallois (92).

Si nous avons à ton avis « franchi  
un pas », c'est sans doute pour la  
seule raison que tu ne connaissais  
que bien mal nos opinions, car  
nous n'en avons pas changé. En  
tant que révolutionnaires socialistes,  
nous luttons contre les préjugés,  
tous les préjugés qui, dans la so-  
ciété bourgeoise, tendent à faire  
considérer par un groupe d'hom-  
mes tel autre groupe comme infé-  
rieur, qui tendent à le mépriser, que  
ce soit pour des raisons de sexe,  
de couleur, de peau, de religion, de  
nationalité, de langue, ou d'homosexu-  
alité. Nous pensons que c'est  
la société bourgeoise qui engendre  
l'égoïsme, l'individualisme et finale-  
ment le mépris pour les autres et  
les préjugés sociaux, dont le mépris  
envers les homosexuels fait partie.  
C'est à ce titre que nous combat-  
tons ce préjugé, comme nous combat-  
tons tous les autres.

Mais il y a une distance entre  
cette lutte sans réserve contre les  
préjugés et le fait de parer l'homosexu-  
alité de vertus révolutionnaires,  
comme l'ont fait un certain nombre  
de « gauchistes », et d'y voir le fin  
du fin de la lutte contre la morale  
bourgeoise, en décrétant que l'homosexu-  
alité est tout aussi « normale »  
que l'hétérosexualité et que qui  
prétend le contraire est un arriéré  
plein de préjugés. Cela revient à  
idéologiser ce qui n'est, en très gran-  
de partie, qu'un des nombreux  
comportements aberrants engendrés  
par la société bourgeoise.

C'est sans doute sur ce point que  
tu n'es pas d'accord avec nous.  
Mais ce n'est pas là céder sous un  
carcan « bourgeois et stalinien »  
comme tu le dis. C'est avoir un  
point de vue de révolutionnaires so-  
cialistes qui militent pour une autre  
société, qui permettra un véritable  
épanouissement humain.



## La mort d'un appelé

Un lecteur nous adresse la lettre  
suivante, qui a été publiée dans  
Les dernières nouvelles d'Alsace,  
du 31 janvier 1975. Elle relate la  
mort d'un appelé, Claude Blavie,  
qui effectuait son service à la 211<sup>e</sup>  
Compagnie du 1<sup>er</sup> Régiment du Gé-  
nie. Elle se passe de commentaire.

« Les faits remontent au dimanche 19  
janvier 1975 et se sont passés au quartier  
Leclerc à Illkirch-Graffenstaden où est  
stationnée la 211<sup>e</sup> compagnie.

Claude Blavie avait tordu un pare-  
chocs de son camion. Dans la crainte  
d'une punition pour cette faute « grave »,  
il entreprit de le redresser avec l'aide de  
quelques camarades.

Pour ce faire, il tenait donc une pièce  
de bois qui portait sur le pare-chocs du  
camion, l'autre extrémité appuyée sur un  
mur. Un de ses camarades fit donc avan-  
cer le camion mais la pièce de bois glis-  
sa et Claude Blavie se retrouva écrasé  
entre le camion et le mur.

On prévient aussitôt le sous-officier de  
permanence à la compagnie, mais le ré-  
glement prévoit en cas d'accident de faire  
appel au secours militaire, et ce n'est

qu'après plus de trois quarts d'heure d'at-  
tente que l'ambulance militaire arriva, pen-  
dant que les poumons de la victime s'em-  
plissaient peu à peu du sang qui allait  
l'étouffer.

Il eût été tellement plus rapide de faire  
appel à une ambulance civile du fait que  
la caserne se situe juste à côté de la  
ville.

Aurait-il été sauvé si les secours avaient  
été plus prompts ? Ce n'est pas sûr —  
mais ne trouvez-vous pas que ce règle-  
ment joue bien facilement avec les vies  
humaines ? Tout ceci pour que les civils  
ne viennent pas mettre leur nez dans les  
affaires de l'armée, et effectivement dans  
la troisième mouture du compte rendu de  
l'accident il n'est plus fait mention du  
temps mis par les secours pour arriver. »



## Une pétition à l'Hôpital Sainte-Anne

La section Force Ouvrière de  
l'Hôpital Sainte-Anne nous a fait  
parvenir la pétition suivante, adres-  
sée par le personnel de Chirurgie  
au directeur de l'établissement. Il  
est clair que, si l'on ne compte que  
sur l'administration, le scandale  
que constitue le fonctionnement ac-  
tuel des hôpitaux n'est pas près de  
finir !

La pétition a recueilli soixante et  
une signatures, soit la presque to-  
talité du personnel.

### PETITION

Le personnel soussigné proteste contre  
les conditions dans lesquelles va s'ouvrir  
la nouvelle Réanimation de Chirurgie de  
Sainte-Anne.

Si nous sommes en effet pour l'ou-  
verture de nouveaux services et pour l'agran-  
dissement des hôpitaux, nous sommes  
aussi pour que les conditions d'hygiène,  
de soins et de sécurité soient totalement  
assurées. Il s'avère que la nouvelle Réani-  
mation ne correspond pas aux critères  
d'hygiène et de sécurité : une seule sortie  
de secours en commun avec le service  
mitoyen, un seul ascenseur toujours en  
panne, pas de sas d'isolation, les locaux  
trop étroits, un cubage d'air insuffisant,  
pas d'aménagement pour entasser et trier  
le linge... De plus, les infirmières seront  
prélevées sur d'autres services sans qu'el-  
les soient remplacées sur leur poste.

Par la présente, nous saisissons la Com-  
mission d'Hygiène et de Sécurité pour  
qu'une enquête soit ouverte sur les pro-  
blèmes soulevés.

## Une tournée chantante en Bretagne

Trois chanteurs, breton, basque  
et occitan, nous demandent d'an-  
noncer dans nos colonnes leur  
tournée en Bretagne. Nous publions  
bien volontiers leur communiqué :

TOURNEE IMANOL-KIRJUHÉL  
PLUS UN CHANTEUR OCCITAN

Une tournée importante a lieu en Bre-  
tagne dans la deuxième moitié de février,  
réunissant trois chanteurs de différentes

minorités : Imanol (Pays Basque), Kirjuhel  
(Bretagne) et un chanteur occitan. Le pro-  
gramme de cette tournée est le suivant :

— Mardi 18 février : Maison des Loisirs  
de Lorient.

— Jeudi 20 : Salle Paul-Fort à Nantes.  
— Vendredi 21 : Maison des Jeunes et  
de l'Education Permanente de Saint-Na-  
zaire.

— Samedi 22 : 15 heures : à la M.J.E.P.  
de Saint-Nazaire, débat regroupant les  
différentes forces d'expression de la nou-  
velle culture : cinéma (Torr e benn, ciné-  
ma Vérité), Editions de disques (Droug,  
Ventadorn, Expression Spontanée), Edi-  
tions de livres et poésie (P.J. Oswald),  
théâtre...

21 heures : cinéma Balzac à Guérande.  
— Mardi 25 : salle de la Cité de Ren-  
nes.

Ces trois chanteurs ont en commun  
plusieurs points :

1) Leurs chansons sont des armes pour  
participer à la lutte d'émancipation des  
différentes minorités et de tout opprimé.

2) Ils s'expriment dans des langues qui  
ont été bâillonnées mais qui sont le té-  
moignage vivant de ces différentes civili-  
sations : Breton, Basque, Occitan, mais  
ils chantent aussi en français et en cas-  
tillan pour être compris de tous.

3) Tout en se battant pour le respect  
de ces civilisations, ils n'entendent pas  
construire une frontière de plus ou créer  
un nouvel Etat, mais contribuer à édifier  
une nouvelle culture contre toute forme  
d'oppression.

Ils vont tourner ensemble en Bretagne  
en février, pour faire apparaître que les  
problèmes, les luttes et les espoirs se  
rejoignent.

# Lutte ouvrière

Responsable de la publication :  
Michel RODINSON

Composition :  
L.I.T.O.  
4 ter, rue du Bouloi  
Département Presse Offset

Impression : Graphie Presse  
Epinay-sur-Seine

Adressez toute correspondance à  
**LUTTE OUVRIERE**

B.P. 233  
75865

PARIS CEDEX 18

### TARIF DES ABONNEMENTS

	Ordinaires	
	6 MOIS	1 AN
France .....	30 F	50 F
Etranger .....	40 F	65 F
avion .....	60 F	120 F

### Sous pli fermé

France .....	70 F	130 F
Etranger .....	80 F	150 F
Etranger avion .....	de 200 F	de 390 F à 340 F à 650 F suivant pays

Tous les versements de fonds,  
abonnements et soutiens divers  
doivent être faits au :

C.C.P. RODINSON  
PARIS-6851-10



# éditorial

## Grève des caristes de Billancourt : escarmouche ou avertissement ?

**P**ARCE qu'ils étaient décidés, unis, et qu'ils ne se sont pas laissés intimider, deux à trois cents travailleurs de la Régie Renault à Billancourt viennent d'obliger leur direction à reculer sur leurs revendications de salaires et à faire des concessions.

A l'heure où nous écrivons ces lignes, nous ne savons pas si lundi matin les grévistes estimeront ces concessions suffisantes. Comme nous ne savons pas quel sera le règlement proposé pour le paiement des heures de lockout. Car après avoir refusé de façon intransigeante, pendant trois jours aux grévistes l'augmentation qu'ils réclamaient, la Régie n'a pas hésité, brusquement, jeudi en fin d'après-midi, à lockouter trois mille autres travailleurs des chaînes de montage. La moitié d'entre eux a été informée par la radio ! Maintenant, la direction appelle — toujours par radio — ces travailleurs à reprendre le chemin de l'usine, mais l'exigence que tous formulent est simple : le paiement à 100 % des heures perdues par la faute de la direction.

Mais une chose est déjà certaine : sur le respect du principe « à travail égal, salaire égal », la revendication essentielle des grévistes, la direction a dû bel et bien reculer et c'est déjà un succès.

Les caristes de Billancourt ne doivent ce succès qu'à eux-mêmes. Ils ont dû vaincre la résignation que les patrons voudraient nous inculquer. Pour les grévistes de Renault aussi, c'était la crise et, il y a quelques semaines à peine, ils avaient été mis au chômage technique pour plusieurs jours ; alors, comme on nous dit souvent, ce n'était pas le moment de faire grève. Pour ces travailleurs, la plupart émigrés, les raisons ne manquaient pas de baisser la tête et de travailler sans rechigner.

Pourtant, ils ont relevé la tête, ils se sont battus et ils ont fait reculer la direction.

Cela n'a pas été facile, cela n'est jamais facile. Dans un premier temps la direction de la Régie ne voulait rien entendre. Elle a multiplié les manœuvres et les provocations. Tandis que les négociateurs parlementaient, la direction envoyait sur place plu-

sieurs dizaines de gardiens et d'agents de maîtrise rameutés de toute l'usine, afin de faire nombre et d'intimider physiquement les grévistes.

Pour rompre le piquet de grève qui bloquait l'atelier, la direction a eu recours à la ruse, elle a demandé le passage pour une ambulance. Les caristes ont alors déplacé leurs cars et ouvert une brèche dans leurs rangs pour laisser passer le véhicule et alors, dissimulés derrière l'ambulance, coudes au corps, se sont engouffrés des briseurs de grève. Mais le procédé s'est retourné contre la direction, en renforçant la détermination et la colère des grévistes. Et même le dernier acte d'autorité de la direction, le lockout de trois mille travailleurs de Billancourt, s'est révélé lui aussi incapable de briser le moral des grévistes.

Pourquoi ? Parce que la direction de la Régie a craint l'extension du conflit à tout Billancourt puis à toutes ses usines.

Quant au gouvernement, il a craint les répercussions politiques du conflit sur le reste du pays. Voilà pourquoi la direction a fait volte face. Voilà pourquoi elle a accordé vendredi ce qu'elle refusait encore jeudi.

Ce qui s'est passé à Billancourt est important pour tous les travailleurs car cela met en lumière les limites de l'autorité et de la fermeté patronale. Patrons et gouvernement ne sont forts que de la résignation des travailleurs. Quand les travailleurs sont décidés à aller jusqu'au bout, malgré la crise, malgré les menaces de chômage, malgré les pressions et les manœuvres, ils peuvent faire payer les patrons.

Arlette LAGUILLER.

### DERNIERE MINUTE :

A l'heure où nous mettons sous presses, les caristes et les manutentionnaires viennent de voter la reprise, la direction ayant cédé sur tous les points litigieux. Un succès.

# sommaire

## EN FRANCE

### ● Politique intérieure

Page 6

- La « Sudreaugestion » ?
- Lecanuet, avocat des juges ?
- Morts en prison et au travail.
- Incidents bénins ?
- Longuet, maire de Viry-Châtillon : « Quand j'entends le mot culture, je sors mon bulldozer ».

Page 7

- Scandales du logement.

Page 8

- Assises nationales du MLAC.
- Dans les hôpitaux.

Pages 10 et 11

- Pour vous inspirer... en remplissant vos feuilles d'impôts.

### ● Dans les entreprises

Pages 12 et 13

- La grève des caristes de Renault-Billancourt.

Page 9

- Manifestations contre le chômage.

Page 14

- Echos extraits des bulletins d'entreprise.

Page 15

- De nos correspondants d'entreprises.

## DANS LE MONDE

Page 5

- Madagascar : un nouvel épisode sanglant dans la crise malgache.
- Erythrée : une guerre où tout le monde est perdant.
- Chypre : la communauté turque impose sa solution.

## DIVERS

Pages 17 et 18

- Feuilleton.

Page 19

- Livres et cinéma - Sélection télé.



(Ph. U.P.I.)

## Pourquoi Mitterrand rigole quand Marchais se fâche

pas pourquoi on lui cherche querelle, mais qui, fort de son bon droit et aussi de sa force, va son chemin sans trop s'inquiéter des caprices de ses amis comme de ses ennemis.

Cette attitude est d'abord, évidemment, une politique. Mais il est fort possible qu'elle reflète aussi les véritables sentiments du leader du PS.

Car, aussi paradoxal que cela puisse paraître, c'est lui qui a été le principal bénéficiaire de l'alliance PCF-PS que cette querelle gêne le moins.

Les attaques du PCF, telles qu'elles sont menées aujourd'hui, ne lui nuisent, en effet, qu'au profit de ceux qui n'ont de toute façon aucune illusion sur sa personne, ceux qui, membres ou sympathisants du PCF, n'avaient voté pour lui que parce que le PCF le demandait, ou encore ceux qui, se souvenant de son passé, avaient voté Arlette au premier tour.

Pour qu'il en soit autrement, pour dissiper les illusions de ceux des travailleurs qui en ont sur le candidat commun de la Gauche aux dernières présidentielles, il faudrait que le PCF d'une part ne se contente pas de coups d'épingles ou d'allusions et d'autre part fasse la démonstration de la duplicité de Mitterrand. Mais le PCF est bien loin de dire clairement ce qu'il reproche à Mitterrand. Il n'ose même pas rappeler en clair le passé de celui-ci. Et il ne fait pas davantage de propositions d'action qui, forçant Mitterrand à une réponse sans ambiguïté, démontreraient dans quel camp il se situe réellement.

raient dans quel camp il se situe réellement.

Du coup, les attaques du PCF contribuent, auprès d'une fraction de l'électorat qui a mis tous ses espoirs dans l'union de la Gauche, à faire du PCF lui-même l'empêchement de tourner en rond et le diviseur, alors que Mitterrand apparaît au contraire comme le vrai garant de cette union de la Gauche.

Dans le même temps, aux yeux d'une partie de l'électorat de droite et de la bourgeoisie — en admettant que celle-ci ne sache pas depuis bien longtemps à quoi s'en tenir — ces attaques rassurent, en démontrant que Mitterrand n'est en rien l'homme des communistes.

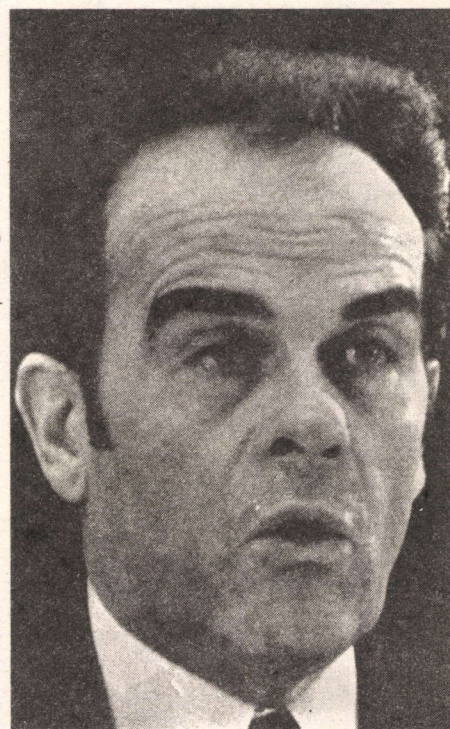
Alors, les attaques du PCF amènent plutôt de l'eau à son moulin et peut-être demain des voix à sa candidature ou à celles de son parti.

Mitterrand peut donc bien laisser Marchais et ses amis accumuler contre lui discours et articles plus ou moins fielleux ou plus ou moins larmoyant, suivant les jours.

Il le peut d'autant plus qu'il sait fort bien que le PCF n'a pas d'autres perspectives que l'union de la Gauche. Il sait fort bien que, lors des prochaines élections, et quels que soient les mots qui auront été échangés d'ici-là, le PCF sera le premier à proposer un accord.

Pourquoi prendrait-il au tragique les mouvements d'humeur de Georges Marchais ou de Roland Leroy ?

Les accusations qui le font sourire au-



(Ph. Fotolib)

jourd'hui pourront même peut-être servir demain à le justifier de retourner sa veste, d'accepter d'être le Premier ministre d'un Giscard ou de conclure une alliance avec la droite, sous prétexte que le PCF est vraiment un allié impossible.

En fait, dans la mesure où la politique et les perspectives du PCF restent fondamentalement les mêmes, quoi qu'il fasse, qu'il encense Mitterrand ou qu'il lui fasse des scènes, il ne peut aboutir qu'à renforcer la position du leader du PS.

C'est bien pour cela que celui-ci peut rigoler quand Marchais se fâche.

Jacques MORAND.

**O**N attendait de Mitterrand une réplique cinglante. Elle fut bonhomme, détachée, ironique et sereine. A Marchais qui avait ressassé une fois de plus la liste qui s'allonge des griefs du PCF envers le PS et lui avait reproché d'être « de plus en plus sûr de lui et dominateur », tout ce que le premier secrétaire du PS décocha de plus méchant c'est qu'il aimerait bien avoir affaire, lui, avec un allié « plus sûr de lui ».

De toute évidence, le PCF peut bien se faire de plus en plus critique, Mitterrand, lui, s'en tient au rôle qu'il assume depuis le début de la polémique déclenchée par son allié. Celui du juste qui ne comprend





## LE MALAISE DANS L'ARMÉE

### rouge

Rouge (n° 286 - 7 février) écrit à propos de l'attitude du PC et du PS à l'égard de l'agitation dans l'armée :

Les réformistes ont soutenu l'Appel des Cent à contrecœur. Ils l'ont d'ailleurs fait bien dans leur manière, en évitant au maximum de désigner son nom exact et de mentionner les véritables revendications qui y sont incluses. C'est que l'Appel des Cent cristallisait la combativité des appelés sur un terrain où les réformistes ne veulent pas poser le pied : celui de la lutte contre l'institution militaire comme institution oppressive, celui de la lutte contre l'embrigadement, la condition de l'appelé en bloc... Les réformistes étaient contre l'Appel des Cent parce que ceux qui le signaient ne se proposaient pas de repeindre à neuf l'institution militaire, mais la contestaient, en bloc, même confusément. Parce que, l'Appel des Cent était antimilitariste.

Pour les réformistes, il s'agit d'améliorer de moderniser l'institution militaire. C'est pour cela que leurs propositions ressemblent à s'y méprendre à celles de certains technocrates avertis qui naviguent dans les eaux du pouvoir. Il s'agit de s'opposer obstinément à toute revendication mettant en cause le fondement de l'institution —

même indirectement — ou étant susceptible d'y encourager le développement de la lutte des classes. Il s'agit de n'avancer que des revendications positives, constructives visant à redresser, conforter l'institution militaire. Ce qui n'est évidemment pas du tout le propos de l'Appel des Cent. L'Appel des Cent avance des revendications qui ont un sens par rapport au statut des appelés comme jeunes travailleurs. Son point de vue, c'est celui de la conquête — dans les luttes — par les jeunes appelés de droits semblables à ceux que la classe ouvrière a conquis par les siennes. En ce sens, c'est évidemment l'institution militaire en tant que telle, dans ses fonctions d'embrigadement, d'enfermement et d'infantilisation des appelés qu'il conteste.

Que l'Appel des Cent et l'agitation dans l'armée aient obligé le PS et le PCF à soutenir la lutte des appelés, on ne peut que se réjouir — même si le PCF et le PS le font à leur manière.

Mais pourquoi faire passer l'Appel des Cent pour ce qu'il n'est pas ? Et que signifie au juste cet antimilitarisme dont on parle et qui fait bon ménage avec l'existence du contingent que revendique Rouge ? D'ailleurs, à lire cet extrait, on ne voit pas très bien ce qui différencie fondamentalement le PC et le PS des promoteurs de l'Appel des Cent, sinon de l'avoir soutenu « à contrecœur ».

### L'HUMANITÉ rouge

L'Humanité Rouge (numéro spécial d'essai, 5 février), mérite certainement une mention spéciale pour cet article où la haine envers le PCF étouffe tout autre sentiment et en particulier la lutte contre l'impérialisme français...

#### BELFORT :

Le P « C » F fait campagne pour le désarmement à la frontière Est de la France

Le régiment qui va occuper le camp de Fouerais, près de Belfort, sera équipé de missiles nucléaires tactiques Pluton, d'une portée de 200 kms environ. Réaction de la fédération révisionniste du Doubs et du Territoire de Belfort, une violente campagne contre « l'entrepôt de missiles nu-

claires qui représentent en tout une valeur plusieurs fois supérieure à la bombe d'Hiroshima ».

Cette campagne « anti-atomique » se double d'une campagne contre le service militaire : ainsi les soldats révisionnistes du 74<sup>e</sup> Régiment d'Artillerie, basé à Belfort, viennent de publier une déclaration qui exige la réduction du service militaire à 6 mois (*Humanité blanche*, 20-1-75).

En fait, pour le P « C » F, ce tapage pacifiste n'a qu'un but : affaiblir la frontière Est de la France, pour favoriser l'expansion des sociaux impérialistes soviétiques. N'oublions pas, en effet, que le dispositif militaire français installé à l'est a pour but de retarder l'avance des troupes du pacte de Varsovie.

Pourquoi donc nos révisionnistes ennemis des armes nucléaires ne parlent-ils jamais des sous-marins nucléaires soviétiques qui croisent près des côtes françaises ?

## A PROPOS DU CERES

### RÉVOLUTION!

N°1 mars 1971

1fr.50

Révolution ! (n° 81 - 7 février) se préoccupe, comme la plupart des gauchistes, de ce qui se passe au sein du PS et semble se faire bien des illusions à l'égard du CERES :

La rupture avec la majorité du PS, l'entrée au CERES de militants CFDT qui s'opposent à l'orientation de la direction Maire, la polémique PC-PS confrontent le CERES à des choix à brève échéance.

Il court le risque soit de se décomposer progressivement en baissant la tête devant Mitterrand soit de ne pouvoir mener la bataille au sein du PS que sur les bases de l'autre projet réformiste présent dans l'Union de la gauche : celui du PCF qui propose une formule de collaboration de classes fondée directement sur sa capacité d'organiser la classe ouvrière.

Pourtant, la place du CERES, l'insertion de nombre de ses militants dans les luttes peuvent permettre aux révolutionnaires, à l'occasion de luttes ou d'initiatives politiques, de rallier ces militants aux exigences de l'unité ouvrière et populaire sur des bases de classe. L'affirmation

d'une alternative révolutionnaire autonome est aujourd'hui décisive, y compris pour démultiplier les contradictions au sein même du bloc réformiste de l'Union de la gauche.

Le CERES ne se distingue pourtant fondamentalement en rien de

la majorité du PS : Mitterrand et Chevènement sont bien d'accord sur l'essentiel. Si Révolution ! s'imaginer pouvoir rallier des militants du CERES, grand bien lui fasse, mais il n'y a quand même que bien peu de chances qu'il y gagne des militants révolutionnaires !

## LA SITUATION AU PORTUGAL

### INFORMATIONS OUVRIÈRES

Pour Informations Ouvrières (n° 690 - 5 février), la révolution ouvrière a commencé au Portugal et elle est freinée par l'attitude du PC et du PS qui refusent de constituer un Front Unique :

L'armée portugaise en pleine décomposition comme force de répression peut-elle donner une assise politique sérieuse au MFA ? Ou bien alors, le rôle politique assigné au MFA ne lui est-il pas dévolu uniquement par le PCP et le PSP ? Par les deux partis ouvriers qui, l'un et l'autre, considèrent la coalition gouvernementale avec les représentants de la bourgeoisie et du PPD de l'ex-caetaniste Sa Carneiro comme la pierre angulaire de leur politique commune ?

Mais pourquoi les dirigeants du PCP et du PSP sont-ils engagés dans cette violente polémique, principalement conduite par les dirigeants du PCP, alors qu'ils sont d'accord sur l'essentiel ? L'explication ne doit-elle pas être recherchée dans le refus des uns et des autres de réaliser le front unique ouvrier pour un gouvernement du PSP et du PCP sans ministres bourgeois, gouvernement auquel aspirent les masses laborieuses ? (...)

Affirmer n'est certainement pas prouver. Avons-nous raison ou tort — seule de toutes les formations politiques — d'expliquer que la révolution prolétarienne a commencé au Portugal ? Avons-nous raison ou tort d'estimer que la révolution

prolétarienne qui a commencé au Portugal annonce la révolution prolétarienne en Europe ? Nos lecteurs apprécieront.

Et dans un autre article, IO précise sa pensée :

Le PCP est un des piliers les plus solides de la collaboration de classe avec les partis de la bourgeoisie, dont le PPD. Mais Cunhal doit faire face, comme Soares, secrétaire général du Parti Socialiste, à une révolution qui a démantelé l'Etat bourgeois. L'un et l'autre se prononcent pour la collaboration avec la bourgeoisie. (...)

Fausse querelle ? Oui, dans ce sens que les dirigeants du PCP multiplient les fausses accusations contre le PS. Non, dans ce sens que ces accusations ont comme but précis : tout faire pour interdire la réalisation du front unique ouvrier.

Sous cet angle, comme on le voit, le Portugal, c'est la France.

Parier du démantèlement de l'Etat bourgeois, de décomposition de l'armée, alors que c'est le MFA qui détient la réalité du pouvoir, en bénéficiant il est vrai d'un réel consensus populaire, est pour le moins aventureux. Et de telles analyses ne pourraient qu'affaiblir la classe ouvrière, si elles étaient défendues par une organisation influente.

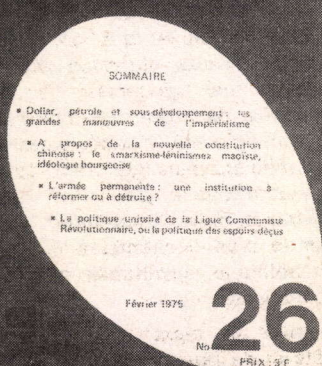
Quant au « front unique ouvrier », la revendication bien connue de l'OCI-AJS, va-t-on assister pour le Portugal, comme pour la France, à une campagne de signatures pour que Cunhal se réconcilie avec Soares ?

Notre revue mensuelle

LUTTE DE CLASSE

n° 26 est parue

lutte de classe





## Madagascar :

# Un nouvel épisode sanglant dans la crise malgache

**L'**ASSASSINAT, le 11 février, du nouveau chef du gouvernement, le colonel Ratsimandrana, survenu un mois après la tentative du coup d'Etat militaire, marque un nouvel épisode dans la crise politique grave que traverse Madagascar.

Plus on s'éloignait du Mai 1972, « le mai malgache » — ce mouvement populaire qui avait contribué au renversement du régime de Tsiranana et dont avait bénéficié les militaires, faute d'une autre force politique d'opposition — plus le crédit et l'autorité du gouvernement s'émoussaient, laissant le champ libre à un fort mécontentement, y compris au sein même de l'appareil d'Etat. Les troubles actuels ont pour origine la rébellion d'officiers et de sous-officiers de l'armée, compagnons d'armes, lors des événements de 1972, des militaires au pouvoir.

Le fait que le nouveau chef d'Etat, le général Andriamahazo, n'ait pas osé écraser la mutinerie, même après l'assassinat de son prédécesseur, le colonel Ratsimandrana, est significatif de la fragilité du gouvernement. Malgré la loi martiale et l'Etat d'urgence, le général Andriamahazo a préféré composer avec les mutins retranchés dans le camp d'Antanimora plutôt que de les écraser.

La fragilité du gouvernement actuel reflète celle du régime issu de la crise qui renversa en 1972 le pouvoir de Tsiranana.

Venus au pouvoir après la chute d'un gouvernement pro-français, haï par la population, les militaires se devaient, pour conserver un certain crédit, s'orienter vers une politique anti-impérialiste.

Après avoir fait quelques pas dans ce sens, en se retirant en particulier de la zone-franc, en s'opposant au maintien des bases françaises dans l'île, et, à l'intérieur, après avoir pris quelques mesures populaires, en particulier en matière d'impôts, la politique du nouveau régime a marqué le pas.

Ne voulant surtout pas toucher à une situation sociale explosive, compliquée encore par des oppositions de caractère



Le colonel Ratsimandrana, chef de l'Etat malgache, assassiné le 11 février 1975. (Ph. UPI)

ethnique, les militaires malgaches, qui ne pouvaient mener une politique résolument radicale, étaient contraints de ne prendre qu'une série de demi-mesures qui eurent toutes l'air de mécontenter tout le monde.

Quelques nationalisations ont eu lieu dans certains secteurs économiques, pas suffisamment pour prendre en main l'économie mais suffisamment pour effrayer les investissements capitalistes américains et grecs. Certaines industries nationales ou appartenant à des bourgeois locaux souffrent de manque d'approvisionnement.

Les matières premières agricoles, principalement le paddy et l'arachide, passent désormais par l'intermédiaire d'une société étatique, la SINPA (société d'intérêt national pour les produits agricoles), mais cet intermédiaire ne convient ni aux paysans, ni aux producteurs, ni aux industriels car il n'a ni les moyens ni les possibilités de se substituer au marché libre. etc. Le pays connaît ainsi des difficultés économiques qui pèsent lourdement sur toutes les couches de la population, particulièrement sur les masses misérables. Aux difficultés économiques viennent s'ajouter les fortes rivalités ethniques laissées en héritage par l'impérialisme français et en particulier la haine qui déchire les Mérimas, tribus des hauts-plateaux, aux « côtiers » plus pauvres.

Aussi, la crise politique qui secoue Madagascar est loin d'être réglée. Le gouvernement actuel est condamné à la même instabilité que ses prédécesseurs s'il n'est pas capable de mener une politique susceptible de lui gagner une assise populaire.

Irène BROSSARD.

## Erythrée :

# Une guerre où tout le monde est perdant

**L'**ARMEE éthiopienne semble avoir repris pour le moment le contrôle d'Asmara, capitale de l'Erythrée et donc stoppé l'offensive lancée par les mouvements nationalistes érythréens. Mais ces derniers contrôlent la quasi totalité du pays, jusqu'aux portes mêmes d'Asmara.

Et surtout, la coupure semble totale désormais entre la population érythréenne et le pouvoir central éthiopien. L'armée de ce dernier est dans la situation d'une armée d'occupation en pays conquis, crainte peut-être, mais haïe sûrement. Les pillages, les atrocités, la répression sanglante auxquels elle s'est livrée pour se rendre maîtresse d'Asmara ont encore approfondi une coupure déjà profonde.

Le succès momentané de l'armée éthiopienne, limité de toute manière, est surtout factice. La guerre pour maintenir l'Erythrée dans le cadre de l'Ethiopie n'en est qu'à son début. Et le pouvoir central a bien peu de chance de la gagner, tant les mouvements nationalistes qui luttent pour l'indépendance semblent exprimer les aspirations de toute la population.

La séparation de l'Erythrée n'est certes pas la meilleure solution, ni pour les peuples d'Ethiopie, ni même pour le peuple érythréen. Pas seulement parce que l'Erythrée constitue le seul débouché maritime de l'Ethiopie et que son indépendance serait un coup dur pour l'économie éthiopienne ; pas seulement parce que des centaines de milliers d'Erythréens vivent en Ethiopie même. Mais aussi parce que, de manière plus générale, cette séparation contribue à balkaniser un peu plus l'Afrique, à la fractionner un peu plus sur le plan économique comme sur le plan politique, à l'affaiblir encore face à l'impérialisme.

Seulement, en reprenant la politique de conquête et de répression de Haïlé Sélassié,

sié, le comité militaire au pouvoir en Ethiopie avait tout fait pour ne pas laisser d'autre choix à la population d'Erythrée qu'entre subir une oppression nationale, féroce parfois, humiliante toujours — ou conquérir l'indépendance. Il eut fallu une tout autre politique de la part du comité militaire, une politique laissant au peuple érythréen le droit plein et entier de gérer ses affaires ; il eut fallu que le comité militaire prouve que ce n'est pas la volonté de continuer l'oppression qui le guide lorsqu'il se proclame partisan de l'unité du pays, en reconnaissant clairement le droit du peuple érythréen à disposer de lui-même, y compris à se séparer pacifiquement s'il le désire.

Le comité militaire n'a pas su mener cette politique là car, malgré ses déclarations d'intentions « socialistes », c'est un pouvoir qui n'est pas plus capable socialement que son prédécesseur de laisser quelque fraction ou quelque couche de la population que ce soit s'exprimer, s'organiser, se déterminer d'une manière démocratique.

Et ce sont les peuples de l'Erythrée comme de l'Ethiopie qui payeront le prix de cette incapacité, par l'éclatement du pays probablement, et en tout cas par une guerre civile atroce, si le gouvernement éthiopien n'accorde pas ce que le peuple érythréen réclame.

Georges KALDY.



Troupes éthiopiennes en Erythrée.

(Ph. U.P.I.)

## Chypre :

# La communauté turque impose sa solution

**L'**ES gouvernements des grandes puissances, celui des USA comme celui de Grande-Bretagne, celui de France comme celui de l'URSS, ont tous fait savoir qu'ils « regrettaient », qu'ils « déploraient » la proclamation, le 13 février dernier, par les dirigeants chypriotes turcs, d'un Etat autonome turc chypriote dans la partie nord de l'île de Chypre. Dans un beau concert de lamentations hypocrites, tous se sont affligés de la politique du fait accompli menée par les Chypriotes turcs, en accord avec le gouvernement d'Ankara.

Pourtant, le « fait accompli » de la coupure de l'île de Chypre en deux ne date pas d'hier et du récent coup de force du leader chypriote turc Denktash. Certes cette initiative politique — coup de poker apparemment réussi — marque un pas en avant sur cette voie. Mais la proclamation de l'Etat autonome chypriote turc, dont les pouvoirs s'étendent sur tout le nord de l'île, ne sont que la sanction juridico-politique d'un état de fait imposé par la force des armes : voilà plusieurs mois déjà qu'en riposte au coup d'Etat militaire fomenté en juillet dernier par l'ex-junte militaire des ex-colonels grecs, les armées turques ont pris pied sur l'île, occupé une partie importante de son territoire, en accord avec la population de la communauté turque de l'île, et procédé peu à peu à l'évacuation forcée de ce territoire d'une partie importante de la population grecque qui y vivait. Et cela aussi était le résultat d'un fait accompli bien antérieurement encore : l'antagonisme entre les deux communautés — grecque et turque — alimenté en particulier par la politique de division menée par l'impérialisme britannique, colonisateur de l'île de Chypre.

Depuis la crise de l'été dernier, les grandes puissances impérialistes faisaient déclaration sur déclaration sur le règlement du problème chypriote, sans avoir jamais osé prendre la moindre initiative devant une situation qu'elles savaient intenable.

Et pour cause : au travers du heurt entre Chypriotes grecs et turcs, ce sont la Grèce et la Turquie qui s'affrontent, deux Etats « amis » des USA, deux Etats qui hébergent des forces de l'OTAN et sur l'alliance desquels le gendarme américain compte pour maintenir sa présence militaire et politique au Proche-Orient.

L'impérialisme américain ne voulait prendre la responsabilité d'un règlement qui ne pouvait pas ne pas mécontenter ou la Grèce ou la Turquie.

Alors, la Turquie a pris les devants. Sur le terrain, c'est elle qui est en position de force. Elle a réglé le problème chypriote à sa manière, dans un sens qui lui convient. Et ce ne sont certainement pas les puissances impérialistes qui pourront lui reprocher les méthodes qu'elle a utilisées, puisque dans ce monde dominé par l'impérialisme, c'est la politique de la force qui est la plus efficace.

Michèle VERDIER.



# en bref... en bref...

## La Sudreautogestion ?

**L'**ACCENT mis sur l'importance des relations contractuelles va tout à fait dans le sens de ce que nous pensons », c'est ainsi que Michel Rocard, ancien secrétaire national du PSU, aujourd'hui lieutenant de Mitterrand, a conclu son intervention au sujet de la réforme Sudreau de l'entreprise à Europe n° 1.

Auparavant, il affirmait : « si cela (la co-surveillance) prend la signification d'une amélioration du contrôle que les travailleurs peuvent avoir dans l'entreprise sur ce qui s'y passe, cela pourrait être une



bonne chose, car tout ce qui brise le monolithisme, une trop grande homogénéité des normes, des statuts et des conditions de fonctionnement, est bon à prendre ».

Dans la tradition des « faire prendre des vessies pour des lanternes », Rocard mérite le premier prix.

Malheureusement, fait Rocard étonné « il faut tout de même noter que l'autorité centrale du patron d'entreprise reste absolument intégrale », quel dommage en effet et quelle découverte, mais pour Rocard ce n'est pas cette goutte de fiel qui peut gâter ce pot de miel.

Que Rocard ne compte pourtant pas le faire avaler aux travailleurs !

## Lecanuet, avocat des juges ?

**R**ÉPONDANT aux déclarations de son collègue Poniatowski, qui reprochait la trop grande clémence des juges, le ministre de la Justice, Lecanuet, a affirmé « qu'il ne suffisait pas d'une opinion critique, d'où qu'elle vienne, pour faire une vérité ». Précision inutile ! Nous savions qu'une opinion de ministre de l'Intérieur était moins solide que la matraque de ses policiers. La réciproque est d'ailleurs vraie. Car que valent ces propos d'un ministre de la Justice, quand on sait que les hommes qui composent les gouvernements sont interchangeables ? Et que tel qui se trouve à l'Intérieur devient Premier ministre, ou que tel autre peut passer de l'Intérieur à l'Agriculture, ou à l'Education nationale.

Mais, dans le jeu des marionnettes gouvernementales, chacun des ministres se sent obligé de défendre « ses hommes ». Ponia est aux petits soins vis-à-vis de « ses » flics, Lecanuet se fait l'avocat de « ses » juges. Les coups d'épingles que, de temps en temps, ils s'envoient, ne doivent cependant pas faire illusion. Peut-être recouvrent-ils les rivalités politiques. Lecanuet, leader du Centre Démocrate, lance aujourd'hui un pavé dans la mare du Républicain Indépendant Poniatowski. Demain, ce sera l'inverse. Mais tous deux, au sein du même gouvernement, sont attelés à la réalisation d'une même politique. De même que les flics de Ponia agissent dans le même sens que les juges de Lecanuet. Ils se divisent le travail. D'une part, la police qui maintient l'ordre, de l'autre la justice qui est là pour justifier la police. Il faut, le plus longtemps possible, laisser croire à ceux que l'on matraque que les coups qu'ils reçoivent sont « justes ».

Lecanuet ne fait que rappeler cette vérité en affirmant « que la fermeté de la répression doit se concilier avec la nécessité de prononcer une peine juste ».

## Morts en prison et au travail

**Q**UATRE hommes sont morts et un cinquième a été emmené dans un état grave à l'hôpital de Colmar, à la suite d'un incendie à la Centrale d'Ensisheim (Haut-Rhin).

D'un jour à l'autre des explications contradictoires ont été données sur l'origine d'un incendie de l'atelier de travail de cette prison, où l'on peignait des cadres de bicyclettes. Mais une chose est certaine, les cinq détenus travaillaient dans une pièce qui n'avait pour seule issue qu'une trappe.

Il a fallu ces morts pour que soit révélé dans quelles conditions d'insécurité ces hommes travaillaient.

Pourtant cela n'était pas inconnu de tout le monde, puisque Mlle Dorlhac, secrétaire d'Etat à la Condition pénitentiaire, lors d'une visite de l'établissement en septembre dernier, avait pu entendre les doléances d'un contremaître de l'atelier sur les conditions de travail.

Quand on pense à cette bataille de tous les instants pour faire respecter la sécurité que sont obligés de mener auprès des patrons les travailleurs « libres », on imagine ce que cela peut être pour des détenus.

Pour plus de sûreté quand même, après l'incendie, la prison a été entourée de policiers, afin de prévenir toute manifestation...

Au cas où les bienfaits de la justice ne seraient pas évidents à tous, restent les matraques des forces de répression pour bien enfoncer ça dans les crânes.

## Incidents bénins ?

**L**E moindre « incident bénin », selon les termes du ministère, qui met en cause des produits radioactifs provoque une crainte considérable de la population.

Cela s'est produit dans l'Hérault, où deux fûts d'uranate de sodium se sont répandus sur la chaussée, ainsi que dans la Moselle où un camion transportant des déchets nucléaires a été immobilisé par une rupture d'essieu.

Il est fort possible qu'il s'agisse là effectivement d'incidents bénins sans conséquence sur la radioactivité. Mais qui peut le garantir ? Et surtout, comment faire confiance aux garanties officielles ?

Les autorités se plaignent de ce qu'elles appellent les craintes imaginaires de la population. Mais, quand bien même ces craintes seraient imaginaires, la faute à qui si tout le monde se méfie des pouvoirs publics et des patrons qui ont amplement démontré qu'ils n'hésitaient pas à jouer avec la santé et la vie des gens pour quelques sous ?

## Longuet, maire de Viry-Châtillon :

**"Quand j'entends le mot culture, je sors mon bulldozer"**

**L**A droite n'aime pas que le peuple se cultive — surtout les travailleurs —, nous le savions déjà, le voilà confirmé : vendredi 7 février, le maire « centriste » de Viry-Châtillon, dans l'Essonne, faisait entreprendre, à 5 heures du matin,

la démolition de la Maison des Jeunes et de la Culture (MJC) de cette ville.

Pour bien comprendre cette décision, il faut connaître cette MJC : pour une ville de 33.000 habitants elle représente le seul lieu de culture et de rassemblement des jeunes. Mais, ce qui est le plus grave aux yeux de M. Longuet, maire de la ville, c'est la qualité des représentations et animations publiques qui, du fait que les organisateurs sont presque tous militants ou sympathisants de gauche, tournaient bien souvent autour des problèmes les plus importants qui se posent à tous, quotidiennement, comme la condition féminine, l'armée, la justice, les guerres (Vietnam, Palestine...), et qui attireraient beaucoup de monde ; pour citer un chiffre, les animateurs avaient comptabilisé 5.000 entrées pendant le dernier trimestre 1974.

Et voilà bien qui gêne M. Longuet, qui estime sans aucun doute que ce sont vraiment là des sujets dont il vaudrait mieux ne pas parler.

Aussi essaie-t-il par tous les moyens de faire fermer cette MJC « subversive », d'abord en faisant supprimer les crédits, ce depuis déjà un an, puis en interdisant la salle des fêtes de la commune et enfin en faisant tout bonnement raser les locaux.

Seulement voilà, toutes les personnes qui avaient coutume de venir s'informer, discuter, échanger des idées dans les débats, ne sont pas du tout prêtes à laisser ainsi fouler aux pieds une toute petite liberté d'expression durement conquise. Alors, dès qu'ils ont été avertis de la destruction en cours, les membres de la MJC ont occupé la partie des locaux non encore détruite, imposant ainsi le retrait des bulldozers et pelleteuses.

Samedi 8 février était organisée une manifestation de protestation dans la ville, qui a regroupé environ un millier de personnes, ce qui ne s'était jamais vu à Viry, et a reçu la sympathie des passants signant la pétition de protestation. Cela s'est terminé par l'occupation de la salle des fêtes. C'est donc une affaire à suivre.

## COMMUNIQUE :

**L**A Maison Pour Tous de Montereau accueille chaque semaine entre 200 et 250 personnes. Chaque jour, le foyer accueille 30 à 40 jeunes de six à vingt ans.

Pour la municipalité (de gauche !), ce sont « des Arabes, des voyous, des drogués, des chômeurs, des gauchistes, etc » qui, paraît-il, par leur présence, empêchent le reste de la population de venir.

C'est faux ; la Maison Pour Tous est ouverte à tous. En effet, en plus des ateliers habituels, des séances de gymnastique pour adultes et de yoga avec une trentaine de participants ont lieu chaque semaine, sans oublier le ciné-club qui connaît un grand succès.

La municipalité pense-t-elle que nous devrions refuser nos locaux et les activités culturelles aux plus défavorisés ? Si c'est cela, qu'elle le dise, ce sera clair pour tout le monde. (...)

Mais cela, la municipalité ne nous le reproche qu'en privé, préférant en public les manœuvres et les calomnies dans la presse.

Ainsi cela fait un an qu'elle ne verse plus le salaire du directeur à sa fédération et demande, en échange de la régularisation, sa mutation.

Nous dénonçons le chantage au fric, d'autant plus odieux que la mutation est réclamée contre l'avis du Conseil d'administration qui, lui, est légalement habilité à prendre ce genre de décision.

Nous dénonçons aussi le fait que la municipalité ne se préoccupe de la Maison Pour Tous que pour réprimer, car, pour le reste, elle n'accorde qu'une très faible subvention de 10.000 F pour le fonctionnement.

Par ses calomnies, elle a réussi à nous couper de la population, par ses manœuvres, elle a obtenu la mutation du directeur. Mais la lutte n'est pas terminée :

Adhérents, membres élus du Conseil d'administration, se sont mobilisés pour garder leurs pouvoirs.

— Ils exigent le maintien du directeur ;  
— Ils font appel aux différentes organisations et journaux qui combattent pour la liberté d'expression, contre l'abus de pouvoir, pour le respect de la démocratie.

Les membres élus  
du Conseil d'administration  
Les adhérents.



# SCANDALES DU LOGEMENT

## Clichy-sous-Bois : Ras-le-bol aux HLM Orly-Parc

**C**OMME le dit une locataire : « Il ne se passe pas de semaine où il n'y a pas quelque chose ici ». Quand ce ne sont pas les locataires du 17<sup>e</sup> étage qui doivent monter à pied à cause d'une panne d'ascenseur, ce sont ceux du rez-de-chaussée qui ont leur appartement inondé à la suite d'une rupture de canalisations ; ou bien c'est une chaudière qui tombe en panne, privant les locataires à la fois de chauffage et d'eau chaude ; d'autres fois, au contraire, on se brûle les mains... avec des robinets d'eau froide.

Cela n'a pas empêché la Société Orly-Parc d'augmenter ses loyers de 10 % en janvier. A cela s'ajoute bien entendu l'augmentation des charges. Un locataire d'un F5 qui avait payé 520 F en janvier 1974 (loyer + charges) a dû déboursier 713 F en janvier 1975 : 37 % d'augmentation en un an !

### UNE LOCATAIRE RACONTE SES MESAVENTURES :

J'ai eu de graves ennuis avec les inondations dans le couloir (...). Les réparations ont été faites, mais il a fallu que je fasse faire un constat d'huissier pour qu'on me fasse les travaux. J'avais des inondations chez moi trois fois la semaine. Je n'osais plus me coucher le soir. Je me disais : ça y est, ça va remettre ça. Un dimanche matin, il y avait de l'eau jusqu'à la hauteur de la plinthe, oui, cinq centimètres. J'ai épongé depuis quatre heures du matin jusqu'à cinq heures et demi du matin, en robe de chambre. Vous vous rendez compte, à mon âge ! J'aurais pu attraper la crève là-dedans. Ça fait deux fois que je change ma carpe dans le couloir, pourrie par la flotte.

**LO.** — Ça venait d'où ?

— Des waters. Dans le couloir, vous n'avez pas vu le

trou qu'il y a ? C'est des tuyaux en plastique. Imaginez-vous, quand ça descend du 17<sup>e</sup> étage, la force que ça fait. Faut pas être bachelier pour comprendre ça. J'ai dit, à l'arrivée, en bas, il faudrait quand même mettre des tuyaux de fonte, quelque chose de solide. Non, c'était du plastique. Et puis non seulement ça, mais alors c'était toujours rafistolé avec du scotch. Ça tenait trois, quatre jours, après ils mettaient un machin de mastic. Comment voulez-vous que ça tienne ? Ça faisait un an que ça durait comme ça.

Il y a peut-être quinze jours, la chaudière a sauté. On a été pendant douze jours sans eau chaude et cinq jours sans chauffage. Il fallait que j'aie une bouteille à gaz qui brûle toute la journée, nuit et jour, et mon radiateur électrique. Ça, c'est en supplément du loyer... J'ai payé cette fois-ci 408 F de loyer — pour un F2, ça fait cher — plus le chauffage que j'ai dépensé dans tout le mois. Regardez les loyers que ça nous fait...

## Limoges : Les locataires barrent la nationale 20

**S**AMEDI 8 février, la Fédération des locataires de la Haute-Vienne, soutenue par le PCF, la CGT, la CFDT et le PSU, appelait les locataires à barrer la RN 20 à la sortie de Limoges, en direction de Paris, à hauteur de la ZAC de Beaubreuil.

Ce sont cent à cent cinquante personnes, dont la moitié était des militants politiques et syndicaux connus, qui ont, entre 15 heures et 16 heures, distribué aux automobilistes des tracts où ils rappelaient leurs revendications : Arrêt de toutes les hausses - Réduction des charges locatives, notamment dans le domaine du chauffage. Tout le monde prenait les tracts et les chauffeurs de poids lourds s'arrêtaient un peu plus longtemps (« Je vais jusqu'à Paris, je ne suis pas à quelques minutes près »).

Pendant dix minutes, la circulation a été complètement bloquée, les manifestants ayant envahi la chaussée. Les discussions allaient bon train : « La dernière à la ZAC : les raccords pour les antennes de TV passent dans les vide-ordures ». « A La Bastide (autre cité HLM à 4 km de la ZAC), depuis le mois de novembre, cela fait plus de vingt jours sans eau chaude ».

A l'exception de rares excités (l'un d'entre eux forçant le barrage, arrachant une banderole), les réactions des automobilistes bloqués étaient favorables : « Que pensez-vous de l'action des locataires ? » — « Ça me fait perdre du temps, mais c'est bien » ; « Il faut bien se défendre, ils ont raison ». Certains sont même descendus de voiture, l'un a pris des photos.

C'est un premier avertissement des locataires. Les responsables prévoient d'autres actions : occupation de

l'OPHLM, nouveaux barrages dans la ville même, isolant tout un quartier. Il est certain que, pour faire reculer l'OPHLM et le gouvernement, il ne faudra pas en rester là.

## Paris : une nouvelle affaire de rénovation dans le Marais

**D**EPUIS que le Marais a été classé en 1962 « quartier historique », celui-ci est devenu la proie des spéculateurs qui s'efforcent de transformer le quartier en une zone résidentielle. Le résultat c'est que seuls quelques nantis pourront se permettre d'y loger et que la population modeste qui y réside actuellement se trouve chassée.

L'Administration de la ville de Paris envisage de céder une nouvelle partie de ses domaines à un riche négociant en art : Maeght.

Il s'agit de l'îlot 16 qui regroupe la rue de Jouy et la rue François-Miron. Là sont logées environ 534 personnes (certaines depuis fort longtemps) artisans, ouvriers, personnes âgées aux revenus généralement modestes.

La Ville de Paris ne s'est même pas donné la peine d'en informer les habitants. C'est tout à fait incidemment par la lecture du *Figaro* du 4 décembre 1974 que des habitants ont appris le sort qui leur était réservé.

Le quartier (rien que cela !) doit être cédé en son entier à Maeght.

Celui-ci envisage de le rénover à son profit en transformant le quartier qui comporte le fameux hôtel de Beauvais en une zone où nombreuses seront les boutiques, galeries de luxe et appartements pour une minorité.

Dès qu'ils ont su le sort qui leur était réservé, les habitants ont réagi.

Le 6 décembre, c'est-à-dire deux jours après la parution de l'article dans le *Figaro*, des habitants diffusent un tract et appellent la population à un meeting dans un café du coin.

La réunion est très suivie, de nombreuses personnes y participent et dans une ambiance combative et dynamique on décide la constitution d'un comité.

Des tracts sont diffusés tous les jours qui suivent ; un bulletin paraît régulièrement. La population participe activement aux actions et le comité est son comité.

Le comité rencontre le soutien des partis de gauche ; mais le député du quatrième, Charles Krieg, gaulliste, n'a que sarcasmes pour les actions du comité qu'il traite de « mascarades ».

Une manifestation a lieu le 6 février à 18 heures rassemblant pas mal de monde. La presse et la télévision s'intéressent à l'affaire et Maeght est obligé de s'expliquer.

Le dimanche, régulièrement, le comité organise une animation sur le quartier avec fanfare, banderole et signature de pétition.

Que revendiquent les habitants ?

Ils habitent depuis des années dans le Marais et ne veulent pas en être chassés comme des maîtres.

Paris appartient à ses habitants, aux travailleurs et non à quelques riches promoteurs et spéculateurs.

La « Rénovation » d'accord, mais à condition que cela ne se fasse pas à notre détriment ! » disent-ils.

Ils comptent sur leur détermination et sur la solidarité active de la population pour obtenir gain de cause.

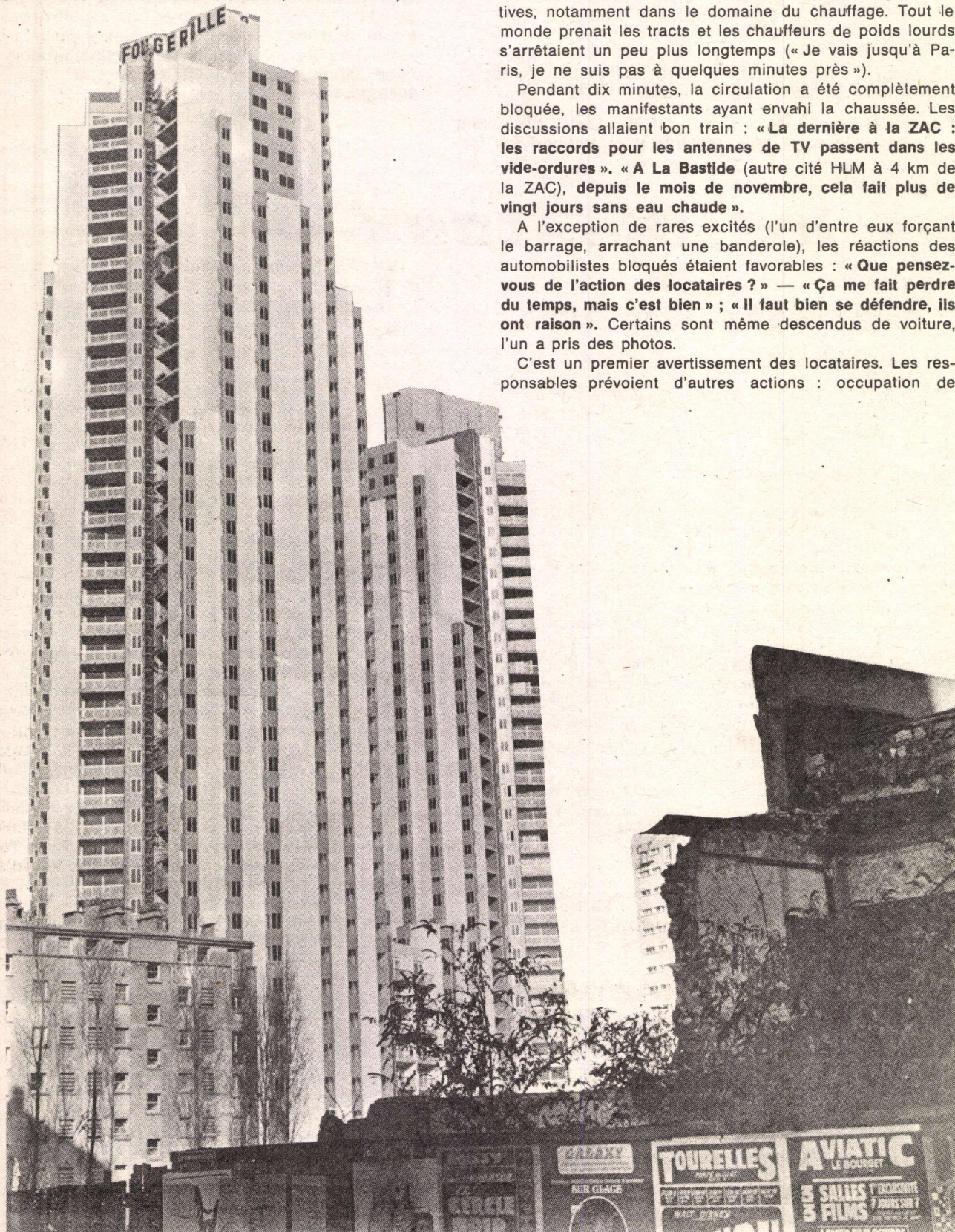
## Les promoteurs et les expulsés

Lorsqu'un secteur est rénové, n'y a-t-il pas obligation de reloger les expulsés ? Tout dépend du contrat passé entre la ville et les groupes privés chargés de la rénovation. Dans la rénovation du secteur Italie par exemple (Paris - 13<sup>e</sup>), obligation était faite aux groupes privés de reloger, en immeubles sociaux (mais sans précision du lieu exact de ce relogement)... 40 % de la population chassée. Encore peuvent-ils se soustraire en partie à cette obligation s'ils démontrent que le relogement est impossible. Ils sont seulement tenus alors de verser 15.000 NF par logement à la Ville de Paris.

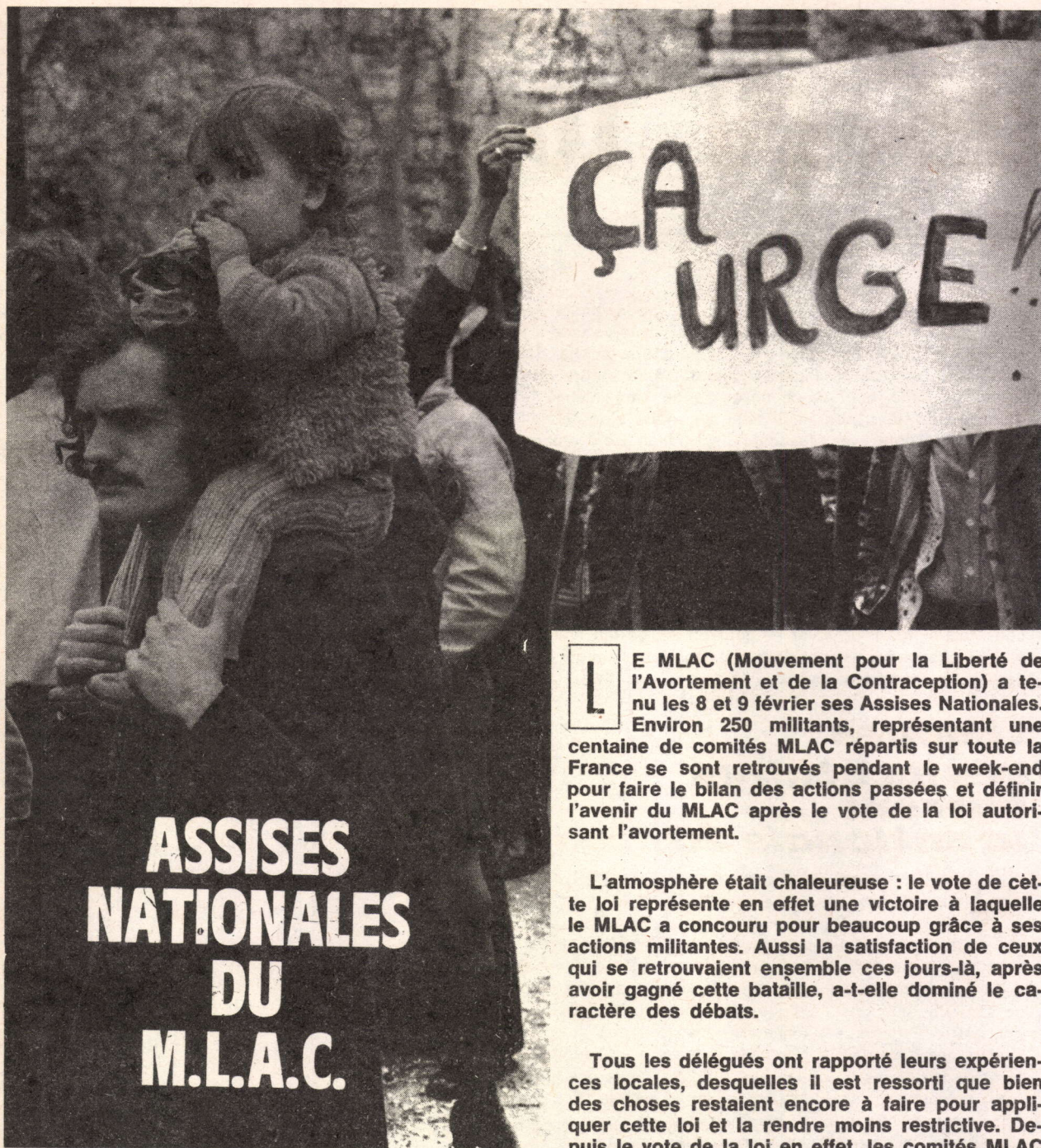
15.000 NF, c'est peu, pour les promoteurs qui réalisent des super-bénéfices sur la construction de logements de luxe ou de bureaux ; c'est peu

également pour la Ville de Paris, en tout cas insuffisant pour construire un logement social dans Paris. Aussi, ceux-ci se construisent-ils en lointaine banlieue. 15.000 NF, c'est encore trop de l'avis de certains spéculateurs qui s'arrangent pour ne pas les déboursier. Aux familles modestes, isolées, peu conscientes de leurs droits, certains envoient des représentants qui, alliant chantage aux promesses, leur font signer un papier où ils s'engagent à quitter leur domicile dans des délais raisonnables moyennant une indemnisation de 5.000 NF.

Car certains, qui spéculent en grand sur les terrains, n'hésitent pas à spéculer aussi sur la méconnaissance des lois et règlements des pauvres gens qu'ils expulsent.







## ASSISES NATIONALES DU M.L.A.C.

Manifestation du MLAC, le 5 mai 1973, à Paris.  
(Ph. Puech Fotolib)

**L**E MLAC (Mouvement pour la Liberté de l'Avortement et de la Contraception) a tenu les 8 et 9 février ses Assises Nationales. Environ 250 militants, représentant une centaine de comités MLAC répartis sur toute la France se sont retrouvés pendant le week-end pour faire le bilan des actions passées et définir l'avenir du MLAC après le vote de la loi autorisant l'avortement.

L'atmosphère était chaleureuse : le vote de cette loi représente en effet une victoire à laquelle le MLAC a concouru pour beaucoup grâce à ses actions militantes. Aussi la satisfaction de ceux qui se retrouvaient ensemble ces jours-là, après avoir gagné cette bataille, a-t-elle dominé le caractère des débats.

Tous les délégués ont rapporté leurs expériences locales, desquelles il est ressorti que bien des choses restaient encore à faire pour appliquer cette loi et la rendre moins restrictive. Depuis le vote de la loi en effet, les comités MLAC passent une importante partie de leurs activités à faire pression sur les médecins, les hôpitaux

et les cliniques privées, pour les amener à pratiquer des avortements. En attendant, les permanences MLAC servent entre autres à aiguiller les femmes qui désirent se faire avorter vers le médecin ou l'hôpital de la région qui voudra bien les accepter.

Mais au-delà de cette action, le MLAC devra encore continuer à se battre pour obtenir :

- que l'avortement soit remboursé par la Sécurité sociale ;
- qu'il soit entièrement libre pour toutes (actuellement les mineures doivent fournir une autorisation des parents, et les femmes immigrées doivent posséder la carte de séjour) ;
- que soit supprimé le délai de dix semaines ;
- que soient supprimées les démarches humiliantes qui continueront de faire croire aux femmes que l'avortement est une faute ;
- enfin que soient créés des centres d'orthogénie et que soit prévue une formation du corps médical, ce qui implique un déblocage de crédits dans les hôpitaux, etc.

Voilà donc les axes sur lesquels le MLAC continuera d'intervenir. Les moyens d'action, laissés au libre choix des différents comités, sont très divers et témoignent par là de la vitalité et de l'hétérogénéité du MLAC : tracts, brochures, diapos, occupations d'hôpitaux, pressions sur les médecins récalcitrants et dénonciations de certains trafics financiers, cours de formation pour la méthode Karman auprès des médecins non encore initiés, envoi de télégrammes à Madame Veil par des femmes qui veulent se faire avorter et rencontrent en chemin mille obstacles, mise sur pied de réseaux pour guider les femmes qui ne savent pas où s'adresser, et même un restaurant sauvage...

Le MLAC compte poursuivre ses actions dans les quartiers, dans les hôpitaux, et compte entreprendre une campagne d'information dans les groupes scolaires et intervenir davantage dans les entreprises, en liaison avec les syndicats. Il souhaite obtenir la collaboration des organisations syndicales et politiques partout où cela sera possible.

## Dans les hôpitaux

### Quand l'administration de l'Assistance publique « embauche » du personnel pour Ivry... dans les autres hôpitaux

**L**'OCCUPATION de l'Elysée, l'Opération Portes Ouvertes avec conférence de presse organisée par la CGT et le personnel d'Ivry ont eu comme effet de faire éclater le scandale de l'hospice d'Ivry. C'est sans doute pour cela que l'Assistance publique recrute du personnel pour Ivry. Mais ne nous réjouissons pas trop vite, car ce personnel, elle le cherche dans d'autres hôpitaux tels que Cochin et Bicêtre. Les bureaux du personnel font en effet appeler les agents ou aide-soignantes qui habitent près d'Ivry mais qui travaillent dans ces deux hôpitaux et leur demandent, afin de les rapprocher de leur domicile, d'aller travailler à Ivry. Et l'administration tient des propos du genre : « On ne vous oblige pas, mais nous pourrions le faire », pour tenter de les faire aller à Ivry.

Voilà comment l'Assistance publique pense résoudre le scandale de l'hospice d'Ivry, mais elle a l'air mal partie dans son entreprise. En effet, la majorité des agents refusent, en remarquant justement que, quand c'est l'un d'entre nous qui fait une demande de mutation pour rapprochement de domicile ou raisons personnelles, il l'attend longtemps et le plus souvent sans résultat.

Quant à la pseudo-solution de l'administration qui consiste à étouffer le scandale d'Ivry en dégarnissant du personnel d'ailleurs, elle risque bien de faire long feu.

### Une grève victorieuse au CHR de Rennes

**C**'EST aux cris : « Le directeur à la porte... » « Nous voulons nos samedis... » que nous avons défilé à 1.300 dans les rues de Rennes.

La grève du mercredi 5 février, lancée à l'appel des organisations syndicales, a été un véritable succès.

La direction voulait nous imposer de compter les semaines de congé annuel à raison de 6 jours ouvrables, au lieu de cinq comme nous le faisons auparavant, ce qui revenait à nous donner 30 jours au lieu de 36. Notre réaction ne s'est pas fait attendre : le mercredi matin, une assemblée générale rassemblait 1.200 personnes. Nous n'avions jamais été si nombreux et malgré le froid, le moral était au beau fixe et l'ambiance chaleureuse.

Car il n'était pas question d'abandonner un avantage qui nous est acquis depuis bientôt six ans, ni de se laisser marcher sur les pieds par le nouveau directeur. En effet, Muffragi, arrivé depuis cinq mois, cherche à mettre tout le monde au pas et à tout régenter dans l'hôpital.

Nous avons manifesté dans l'hôpital et sous les fenêtres de la direction qui

recevait les syndicats, pour bien lui montrer que nous étions décidés à ne pas nous laisser faire. En même temps, certains confectionnaient des pancartes, profitant de l'occasion pour dire au directeur ce que tout l'hôpital pense de lui.

L'après-midi, la manifestation en ville a été très dynamique : « Muffragi, t'auras pas nos samedis... » « Simone, des actes pas de paroles » étaient repris avec enthousiasme. Au retour, le directeur adjoint reçut à nouveau la délégation et annonça tout de suite que nous avions nos samedis. A cette nouvelle, c'est l'explosion de joie et tout le monde réclame le 27<sup>e</sup> jour de congé et le paiement du jour de grève. D'enthousiasme, nous assiégeons le sous-directeur qui s'enferme dans son bureau, provoquant l'hilarité générale.

Le lendemain, Muffragi, absent pendant la grève, reconnaît sa défaite et nous accordant tout ce que nous demandions.

### Humanisation et conditions de travail à l'hôpital Cochin

**A**l'hôpital Cochin le manque de personnel devient catastrophique. Il manque en effet cent cinquante infirmières et vingt aide-soignantes rien qu'en comptant les postes budgétaires prévus et il y a, de plus, soixante-quatre arrêts-maladie non remplacés.

Plusieurs services fonctionnent bien en-dessous des normes de sécurité pour les malades. Des exemples : de nuit, au pavillon Achard (médecine, malades cardiaques et hépatites virales) une infirmière pour deux services de trente malades chacun ; en Rhumatologie, parfois une infirmière pour deux étages ; de jour, en Chirurgie digestive, le nombre d'agents est également en dessous des normes.

Les journées ou nuits de travail à ce rythme sont épuisantes et c'est la pagaille organisée par la direction de l'hôpital : alors que certains services sont fermés faute de personnel d'autres ouvrent, tel un vieux pavillon qui était fermé en attente de travaux, le pavillon Sicard, qui a ouvert depuis quinze jours.

Ce pavillon est sale, isolé, mal équipé pour les malades et pour les infirmières, des tuyaux de chauffage sont coupés et les murs brûlés par endroit. Il a été ouvert en catastrophe alors que tout le matériel n'y était pas. Ainsi les premiers jours, la pharmacie comprenait en tout et pour tout quelques cachets d'aspirine et des pansements gastriques... De plus les malades ont été déplacés subitement dans ce service, sans que le chauffage ait été réglé. Et devinez comment s'appelle ce service... le service de « désencorement » de médecine (ce n'est pas une mauvaise blague c'est son nom). Le personnel qui y travaille actuellement a été pris ailleurs et complété par quelques promotions professionnelles qui viennent de passer leur diplôme et qui débutent.



# MANIFESTATIONS

## CONTRE

## LE

## CHOMAGE

NEVERS

### Un millier de travailleurs d'Alfa-Laval dans les rues

**V**ENDREDI 7 février, nous étions un millier à manifester dans les rues de Nevers. Soit la quasi-totalité de l'entreprise.

La direction avait annoncé le mardi en réunion du Comité d'Entreprise que la semaine de travail était ramenée à 40 heures sans compensation de salaire, et qu'au cas où il n'y aurait pas de commandes d'ici fin février, la direction réduirait encore l'horaire de travail à 35 heures, et pourrait alors licencier cent travailleurs.

Vendredi, pendant plus de deux heures, l'ambiance a été chaude : « Alfa peut payer ! », « Du travail, pas de chômage ! », « Le plein emploi pour tous, non à l'austérité ! ».

Tout au long de janvier, nous avons montré notre mécontentement en débrayant pour exiger l'entière reconduction pour 1975 du protocole des salaires 1974. Nous avons obtenu satisfaction. Aujourd'hui, la direction parle de cent licenciements. Les travailleurs d'Alfa-Laval, comme ils l'ont montré vendredi, ne sont pas prêts à se laisser faire sans réagir.

### SAINT-NAZAIRE

**A** l'appel des trois organisations syndicales CGT, CFDT et FO, l'ensemble de la Métallurgie nazairienne débrayait deux heures en fin de matinée, le 6 février dernier, et une manifestation était organisée.

Dans la ville en effet, le problème de l'emploi est crucial. Les camarades de la SNIA par exemple, ont vu leur effectif passer de 3.500 au début de 1974 à 3.150 aujourd'hui, et la direction a annoncé qu'il devrait encore baisser jusqu'à 2.880 d'ici fin 1975. De même, à l'ex-SEMM Trigano devenue SOTRIMEC, le programme de caravanes s'achève fin février. Le patron Maury entend mettre la clé sous

la porte, menaçant d'envoyer les 450 travailleurs grossir les rangs des 3.000 chômeurs de Saint-Nazaire. Et tout cela pendant que bien des entreprises continuent de travailler largement plus de 40 heures par semaine (aux Chantiers de l'Atlantique, par exemple, nous sommes 9.000 à faire 43 heures par semaine).

Pourtant, ce n'est qu'à environ 2.500 métallos que nous avons manifesté de la gare à la sous-préfecture où ont eu lieu trois allocutions syndicales. Le cortège était très calme, les mots d'ordre peu repris : « Non à la fermeture de la SOTRIMEC », « Nous luttons pour notre emploi »,

« Chirac si tu continues, les ouvriers te botteront les fesses... ».

Seule l'Internationale était plus reprise. Les trois interventions syndicales se contentèrent de dénoncer la situation et d'en appeler aux pouvoirs publics.

Et pourtant, plus que jamais il est urgent à Saint-Nazaire comme dans toute la région (et dans le pays) de s'opposer aux licenciements. La première mesure d'urgence à imposer serait le retour de tous les horaires à 40 heures maximum sans perte de salaire avec le partage du travail à faire entre tous les bras disponibles. Telles doivent être nos revendications !



Déjà une première manifestation des travailleurs de la région Nantes - Saint-Nazaire, le 21 janvier dernier.

(Ph. Christian Weiss - Adja)



# POUR VOUS INSPIRER... EN



Les travailleurs, sous forme d'impôts directs sur leurs salaires et sous forme d'impôts indirects sur tous les objets ou produits de consommation courante, remplissent à eux seuls l'essentiel des caisses de l'Etat.

Les grandes sociétés, elles, ont trente-six moyens d'échapper à l'impôt : légalement, par des exonérations multiples et illégalement, par la fraude.

## "L'intéressement" ... des entreprises

Une des opérations les plus ingénieuses réalisées ces dernières années par l'Etat au bénéfice des grandes entreprises est celle de la fameuse participation, présentée à l'époque comme une véritable révolution devant effacer — selon ses promoteurs gaullistes — toute différence entre salariat et patronat. Il s'agit en fait d'une escroquerie de la plus belle eau. Voici comment Christian Charpentier et Pierre de Brie, auteurs d'un livre très bien documenté *L'inégalité par l'impôt* (paru aux éditions du Seuil) en démontent le mécanisme.

« Malgré les apparences, le système est d'une extrême simplicité. En application des principes généraux de la fiscalité, lorsqu'une entreprise veut faire un investissement qui augmente son capital de production, elle doit le faire en utilisant ses disponibilités après impôt. Ainsi pour investir 1 franc, il lui faut réaliser un bénéfice de 2 francs sur lequel elle paiera préalablement 1 franc d'impôt (impôt sur les sociétés). Dorénavant, les réserves de participation et provision pour investissement du même montant sont toutes deux déductibles du bénéfice imposable. Sur un même bénéfice de 2 francs avant impôt, l'entreprise déduira 1 franc pour la participation et 1 franc pour l'investissement. Rien n'a changé sinon qu'elle ne paie plus l'impôt sur les bénéfices. Son montant, 1 franc, est égal à la réserve de participation qu'il sert à alimenter. La participation est donc entièrement financée par le fisc, c'est-à-dire par l'ensemble des contribuables ! »

De plus, ces fonds étant bloqués pendant cinq ans entre les mains des entreprises, cet argent des contribuables — c'est-à-dire essentiellement des salariés — est finalement prêté sans intérêt pendant cinq ans aux grandes entreprises qui en disposent.

## L'ÉTAT FAIT PAYER PAUVRES POUR LE

**A**VEC le calcul des sommes qu'ils auront à payer cette année au titre de l'impôt sur le revenu, c'est une fois de plus une bien mauvaise surprise qu'ont eue nombre de travailleurs : le barème des différentes tranches n'ayant été relevé que de 12 %, beaucoup d'entre eux paieront plus pour un salaire dont le pouvoir d'achat a bien souvent diminué, car les prix, eux, ont augmenté de près du double de ce chiffre.

Cependant, aussi lourds soient-ils à payer, ces impôts directs (qui représentent fréquemment l'équivalent d'un mois de salaire) ne constituent qu'une faible partie de tout ce que l'Etat prélève sur

le dos de tous les travailleurs et petites gens par le biais des impôts indirects, sur la consommation essentiellement. La TVA représente à elle seule, pour les travailleurs qui dépensent tout ce qu'ils gagnent sans rien pouvoir épargner, environ deux mois de salaire. Au total, c'est entre le tiers et le quart du salaire que l'Etat reprend aux travailleurs.

Il y a là de quoi être pris de colère, surtout quand on sait que les grandes sociétés, non seulement ne paient pas d'impôts ou déboursent des sommes ridicules par rapport à leurs gigantesques profits, mais encore reçoivent des milliards de l'Etat et ce de mille et une façons, la plupart du temps très discrètes.

## LES GRANDES SOCIÉTÉS S'ARRANGENT AVEC

**D**ANS ce domaine, comme dans bien d'autres, la réglementation officielle, sur le papier, est exactement l'inverse de ce qui se passe dans la réalité. En théorie, les sociétés sont imposées à 50 % de leur bénéfice. Seulement, il y a un bénéfice et un bénéfice. Et celui déclaré par les sociétés ne correspond en général à rien du tout pour les plus riches et les plus puissantes d'entre elles.

En créant de multiples filiales il est particulièrement aisé de faire passer fictivement le bénéfice de l'une à l'autre et de dissimuler tout bénéfice. Il y a mieux : la constitution d'un holding dont le siège est à l'étranger est une solution efficace. C'est ainsi que l'ensemble des activités de Michelin est contrôlé par un holding situé en Suisse. Il en est de même pour la société Schlumberger qui entre autres contrôle les Compteurs de Montrouge et qui a élu domicile aux Antilles hollandaises... Quant au Luxembourg, il est devenu en quelques années une place financière

de première importance en ne percevant aucun impôt sur les bénéfices, si ce n'est un modique droit d'inscription et d'abonnement.

Les entreprises n'ont cependant pas toujours besoin d'émigrer à l'étranger pour se voir appliquer un traitement de faveur. Des commodités existent aussi à domicile et elles sont légion. Entre les provisions pour amortissement, les remises d'impôts en cas de décentralisation et les manipulations de comptes en cas de fusion ou d'absorption d'entreprises, il ne reste finalement plus grand-chose comme bénéfice imposable.

C'est ainsi que les spécialistes estiment qu'en 1967 plus des trois quarts des bénéfices que les sociétés ont bien voulu déclarer ont échappé à tout impôt grâce aux seules provisions et dotations pour investissements, c'est-à-dire pour permettre aux grandes entreprises de renforcer leur puissance. Le taux de l'impôt sur les

## La fraude et ce qu'il en est...

Parmi les innombrables mensonges des dirigeants de l'Etat en ce qui concerne la fiscalité, le plus courant est sans doute celui qui consiste à faire croire démagogiquement aux travailleurs salariés que, si leur impôt est si lourd, les responsables en sont les non-salariés, paysans et commerçants, qui ne payent pas leur juste part en fraudant largement le fisc.

C'est déjà un mensonge éhonté en ce que la part essentielle des impôts est récupérée par l'Etat sous forme de taxes indirectes auxquelles pratiquement aucun consommateur n'échappe, pas même les vieux qui, réduits à moins de 600 F de revenu (Fonds National de Solidarité), payent eux aussi 15 à 20 % de taxes sur tout ce qu'ils « consomment » !

### LE SYSTEME DU

Mais c'est aussi ce qui concerne l'impôt sur les petits commerçants paysans, sont imposés mais au régime du simulateur une partie des revenus sont payés en définitive bien plus lourd qu'

Si pour les grandes entreprises représente environ 25 % de leur chiffre d'affaires, pour les petits commerçants et artisans, ce pourcentage est en moyenne de 25 % de leur chiffre d'affaires.

Alors si en la matière, tout à fait légitime, que l'Etat lui-même l'a vu. Une fraude que les spécialistes se gardent





# REEMPLISSANT VOS FEUILLES

# D'IMPOTS

## LES RICHES

Alors, il ne s'agit pas là bien sûr d'un système qu'il conviendrait de rendre un peu moins lourd aux défavorisés, ce que Giscard, l'inventeur de la TVA, ose parfois prétendre vouloir faire, ni même d'un système à réformer. La fiscalité est un des mécanismes d'action essentiels de cet Etat qui fonctionne comme une gigantesque pompe prélevant l'argent dans la poche des pauvres pour le redistribuer aux plus riches, un mécanisme qu'il faudra détruire. Et la seule revendication que l'on puisse avancer en ce domaine est la suppression de tout impôt pour les travailleurs, qu'il soit direct ou indirect !

P.V.

## ÉTÉS L'ÉTAT

bénéfices des sociétés a de ce seul fait été ramené d'un chiffre tout théorique de 50 % à celui, bien plus acceptable, de 11,5 %.

En fait, en matière de fiscalité, la poignée de grandes entreprises industrielles et de groupes bancaires qui dominent l'économie n'est soumise à aucune règle fixe et impérative. Le taux de l'impôt se négocie directement avec les grands commis de l'Etat, par marchandage au plus haut niveau. Une affaire de famille entre les grands capitalistes, défendant chacun leur intérêt, et l'Etat, représentant l'intérêt général... des capitalistes.

Il n'y a donc absolument rien de surprenant à ce que la part de l'impôt sur les sociétés n'ait cessé de décroître dans les rentrées fiscales de l'Etat depuis quinze ans, représentant aujourd'hui moins de 10 % de celles-ci.

Pierre VERNANT.

### Comment ne pas payer d'impôts...

Si le salarié moyen aura toutes les peines du monde, par le biais des divers abattements auxquels il a droit, à réduire quelque peu le montant de son impôt sur le revenu, une minorité de parasites sont, eux, bien plus favorisés. Il n'est pour s'en rendre compte nul besoin de consulter de pesants traités : les exemples d'un Chaban-Delmas et d'un Chirac suffisent.

### L'avoir fiscal et autres combines légales

C'est tout à fait légalement en effet que Chaban n'avait payé aucun impôt plusieurs années d'affilée et avait même reçu de l'argent de son percepteur. Tout simplement parce que, le bénéfice des sociétés étant imposé en théorie à 50 %, le fisc estime que l'actionnaire recevant un dividende a été lésé par cette imposition et lui rembourse de l'argent si le montant de l'impôt sur le revenu qu'il devrait payer est inférieur à l'impôt sur les sociétés correspondant à ses dividendes.

Quant à Chirac, il eut la bonne idée d'acheter il y a quelques années un château qui fut immédiatement après classé monument historique et dont les frais de réfection furent par conséquent déductibles du revenu imposable.

Les multiples dispositions qui permettent aux plus riches de tourner l'impôt sur le revenu sont d'ailleurs la plupart du temps tout aussi légales. C'est ainsi que les P-DG sont imposés comme salariés de la société qu'ils dirigent, de même que, dans le cas d'une société anonyme à responsabilité limitée, les gérants minoritaires (il suffit pour cela de répartir les parts entre membres de la famille, chacun détenant ainsi une part minoritaire). Bien d'autres arrangements sont employés. Ainsi un directeur commercial aura le statut de voyageur-représentant de commerce, bénéficiera donc d'une remise de 30 % pour frais professionnels, plus des 10 % déductibles pour tous les salariés... En combinant habilement cela avec l'avoir fiscal, on voit toutes les possibilités qu'offrent des réglementations de ce type.

### Comment échapper à l'impôt sur la consommation

Échapper aux impôts indirects que l'Etat prélève sans vergogne, jusque sur la baguette de pain achetée par les plus pauvres, semble à première vue plus difficile. Ce ne l'est pas toujours, pour les plus riches...

Aussi nombre de P-DG et de hauts cadres font financer une grande partie de leurs dépenses personnelles au titre des frais généraux de leur entreprise. Voyages, vacances, repas d'affaires et cadeaux personnels que l'on échange dans le cadre de ces relations d'affaires seront alors intégrés dans le prix des produits et payés par le consommateur. Venant en déduction du bénéfice imposable des sociétés dont le taux est de 50 %, ces dépenses sont donc financées au moins pour moitié par l'Etat...

Il existe bien sûr quantité d'autres ficelles que les conseillers fiscaux des grandes entreprises connaissent — c'est leur métier — sur le bout du doigt ; certaines sont carrément illégales mais tolérées. Celles que nous avons citées plus haut sont en tout car parfaitement autorisées et donnent une petite idée du reste. P.V.



Attention : en achetant votre pain quotidien, vous payez des impôts ! Comme le dénonce, entre autres petits et grands scandales fiscaux, le livre de Christian de Brie et Pierre Charpentier, c'est surtout sur le dos des plus pauvres que l'Etat emplit ses caisses. En particulier en prélevant sa dime sur les produits alimentaires de première nécessité et jusque sur la baguette.

## L'INEGALITE

## PAR L'IMPOT

CHRISTIAN DE BRIE  
PIERRE CHARPENTIER

SEUIL



# LA GRILLE DES SALAIRES : SOURCE DE REVENDEICATIONS ET DE MOUVEMENTS CATÉGORIELS

**A** PRES les ouvriers du Mans en 1969 et 1971, ceux des presses en 1973, c'est au tour des manutentionnaires de l'Ile Seguin de remettre en cause la grille des salaires de la Régie.

Et pourtant, cette grille des salaires, qui comptait près de 100 taux horaires différents, a été refondue après la grève des traitements thermiques au Mans en 1971. La direction avait alors réduit le nombre des catégories et créé le P1F, catégorie intermédiaire entre OS et professionnel. C'est pour l'obtenir que les OS des presses ont fait grève en 1973. Là, la direction, cédant sur le fond, avait encore une fois modifié sa grille et créé une nouvelle catégorie, le P1A. Elle y faisait entrer, outre les ouvriers des presses, d'autres catégories d'OS.

Mais, malgré ces remaniements, cette grille de salaires qui multiplie les catégories, les taux de base, les appellations (les OS sont devenus officiellement des APR [agents productifs Renault]) reste toujours aussi compliquée et finalement inapplicable. Il ne se passe pratiquement pas de semaine chez Renault sans une ou plusieurs délégations, un ou plusieurs débrayages d'un groupe d'ouvriers qui réclament un changement de coefficient ou de catégorie.

Cela n'a rien d'étonnant : les catégories, que la direction prétend scientifiquement étudiées, ne correspondent en fait à rien. Les peintres au pistolet ont-ils un travail moins compliqué, moins dur, moins responsable que les ouvriers des presses ? Or, ils n'ont pas la même paye. Aussi, bien souvent, les travailleurs considèrent comme une injustice d'être payés moins, d'avoir une classification inférieure que les travailleurs de l'atelier d'à côté et ils réclament leur reclassement, cette revendication d'un reclassement, c'est aussi un moyen d'essayer d'avoir sans le dire une augmentation de salaire. Cela aboutit à ce que l'on voit des travailleurs se mettre en grève à dix, vingt ou trente parfois pour l'obtention d'un coefficient ou d'une catégorie supérieure.

Avec sa grille des salaires, la direction s'est créé de multiples problèmes. Mais elle a réussi à diviser le problème des salaires et à faire que souvent les travailleurs cherchent à le résoudre secteur par secteur, catégorie par catégorie.

Ce qui est grave, c'est que les syndicats de la Régie sont partie prenante à ce petit jeu. Plutôt que d'unifier les luttes, de mettre en avant des revendications générales à tous les travailleurs, ils contribuent à les diviser en allant dans

le sens de ceux qui croient plus facile d'obtenir un peu pour quelques-uns que beaucoup pour tous. La grève des caristes est l'illustration de cette politique. Pour une fois, car ce n'est que rarement le cas, un mouvement catégoriel a abouti à la Régie. Surtout, il a obtenu l'application d'un principe important : à travail égal salaire égal, ce qui est un précédent important pour tous les ouvriers de la Régie. Mais tant le problème des salaires que celui de la grille reste entier : et seul l'ensemble des travailleurs de la Régie pourra imposer à la Régie de le résoudre dans l'intérêt de tous les travailleurs.



Déjà, en mars-avril 1973, ce sont les inégalités de salaires qui avaient été à l'origine de la lutte.

## Les causes de la grève :

# L'inégalité des salaires

**A** U département 98 (manutention) comme dans toute la Régie, les travailleurs sont divisés en catégories et sous-catégories. Il y a des OS au coefficient 155, d'autres à 160, d'autres à 165, des P1 au coefficient 170. Ce qui détermine ce coefficient, c'est non seulement la fonction (balayeur, conducteur d'engin ou magasinier) mais aussi le type

d'engin conduit : selon que l'on conduit un Fenwick, un car, un transpalette, un Tracma ou un Lansing, on n'a pas le même coefficient.

De plus, dans chaque coefficient, il y a trois taux de base pour la paie : le mini (taux d'embauche) le moyen, et le maxi (réservé aux « bons » éléments). Le résultat, c'est que pour un

même travail, les travailleurs n'ont pas la même paie.

C'est contre cette division aberrante et injuste que les travailleurs du 98 se sont élevés. Ce qu'ils réclamaient c'est la suppression de ces injustices flagrantes : la suppression dans le département du coefficient le plus bas et un seul taux par coefficient, le maxi.

# LA GRÈVE DE RENAULT

## Quatre jours de grève

**L**UNDI 10 février devait avoir lieu la réception mensuelle des délégués du département 98. La direction avait jugé bon de reculer cette réunion d'une semaine, prétextant l'absence des principaux responsables du service.

Il ne sort jamais rien de ces réunions mensuelles. Néanmoins la CGT, dénonçant par tract l'attitude désinvolte de la direction envers les revendications des manutentionnaires, appelle à un rassemblement auquel s'associent les autres syndicats.

La délégation qui suit ce rassemblement trouve d'abord porte close à la direction, puis se fait éconduire par un chef hargneux qui refuse toute discussion sur le paiement des heures de délégation.

Furieux d'une telle attitude, les travailleurs s'en vont chercher leurs

engins qu'ils installent devant les bureaux de la direction.

En massant ainsi plusieurs dizaines d'engins, ils interrompent la circulation, mais surtout l'évacuation des voitures qui sortent des chaînes de l'Ile et qui ne peuvent plus accéder en retouche et en livraison.

Sans difficultés, l'équipe du soir prend le relais. Mais, la nuit, les grévistes n'occupant pas les lieux, la maîtrise récupère les cars, les regroupe, les attache et place des gardiens devant.

Peine perdue : le mercredi matin, les caristes remontent sur leurs engins.

Et pour bien faire comprendre à la direction qu'ils ne sont pas des pantins ils vont s'installer à la sortie des chaînes, bloquant ainsi la production. La direction accepte alors de négocier et on va assister à un curieux



# LES CARISTES BILLANCOURT

## Les caristes

ballet : le blocage et le déblocage des chaînes au fur et à mesure des négociations et des ruptures ; la direction discute, on débloque, elle ne cède pas, on rebloque.

La direction préfère alors, plutôt que de céder, avoir recours à l'épreuve de force. Jeudi soir et vendredi l'ensemble des travailleurs du montage sont lockoutés.

Mais quelques heures après avoir lockouté, la Régie, rappelée sans doute à l'ordre en haut lieu lâche du lest, satisfait, presque entièrement des revendications qu'elle jugeait irrecevables et cède devant des méthodes qu'elle jugeait illégales et inacceptables.

### Contrôleurs et essayeurs également dans l'action pour le maxi pour tous

Mercredi, les essayeurs et les contrôleurs de l'équipe du matin se rassemblaient et débrayaient à près de 90 %. Ayant les mêmes revendications, à peu de choses près, que les manutentionnaires, ils pensaient que le moment était particulièrement bien choisi pour les faire valoir.

Les essayeurs et contrôleurs ne sont pas allés aussi loin que les manutentionnaires, pour différentes raisons, et entre autres le lock-out, leur grève n'a duré qu'un jour et demi et s'est en quelque sorte soldée par un match nul. Mais elle est la preuve que les revendications des manutentionnaires concernent bien d'autres catégories de travailleurs.

# LA GRÈVE DES CARISTES A FLINS

**A** Renault Flins, c'est mercredi 12 février que les caristes ont commencé à se mettre en grève. Après un débrayage de deux heures pour le 180 maxi, ceux de Sellerie décidaient la grève pour le lendemain. Le jeudi, avec ceux de Mécanique, ils défilaient dans toute l'usine, juchés sur leurs cars, en klaxonnant joyeusement. Le moins que l'on puisse dire, c'est que le défilé a mis de l'ambiance dans les ateliers, où les caristes étaient accueillis avec sympathie. Les discussions sur les salaires allaient bon train !

Au CKD, un secteur de pièces détachées éloigné de l'usine, 90 % des caristes étaient également en grève jeudi matin, réclamant le 180 maxi et les 250 francs pour tous.

Dans la journée, la direction tentait une première mesure d'intimidation, en distribuant une lettre à tous les caristes grévistes, leur rappelant que les engins ne devaient pas être utilisés « pour des déplacements person-

nels » (c'est-à-dire pour la grève !) et que si cela se renouvelait, elle prendrait « les dispositions appropriées » ! Mais la lettre n'a guère impressionné les caristes.

Par contre ce qui devait dominer, en particulier dans la journée de vendredi, c'est l'absence d'informations précises sur les négociations en cours à Billancourt. Et finalement, l'annonce du lockout de Billancourt et le fait que les syndicats fassent pression pour la reprise, en déclarant que ce qui était obtenu à Billancourt l'était aussi pour Flins (alors que la direction ne s'est engagée formellement à rien sur ce point) entraînait les caristes à reprendre le travail vendredi après-midi, sauf au CKD.

L'affaire est à suivre lundi 17 février. En tout cas, la grève des caristes a été bien accueillie et a incité les travailleurs de toute l'usine à discuter du problème des salaires et de l'action à entreprendre. Et ce sont des problèmes qui restent posés.

## La direction a cédé

Les manutentionnaires ont imposé au niveau de leur service, et pour toutes les usines de la Régie, la reconnaissance du principe : à travail égal - salaire égal.

Ils ont en effet obtenu d'être tous payés au taux maxi de leur coefficient dans chaque catégorie. Et cela à compter du premier février. C'est là un succès important et une brèche de taille dans la politique de division instaurée par la Régie avec sa grille des salaires.

Mais la direction a refusé d'aller plus loin dans la remise en cause de cette grille et n'a pas accordé aux caristes de changer de catégorie et de coefficient. Elle prétend la mise en application dans deux mois d'une nouvelle grille de salaires valable pour toute la métallurgie. Mais si, sur ce point, elle ne cède pas sur le principe, elle accorde pour tous les manutentionnaires une prime d'attente de 13 centimes de l'heure payable au plus tard le 1<sup>er</sup> mars. Pour les caristes, cela revient, au point de vue des salaires à monter d'une catégorie. Les manutentionnaires obtiennent entre 22 et 80 F par mois d'augmentation, suivant leur place dans la grille.

Le recul de la direction se mesure aussi à ce qu'elle accorde sur les heures de grève et la prime trimestrielle : elle indemnise les heures de grève de telle sorte que les manutentionnaires ne perdent que 14 heures ; elle n'opère aucune retenue sur la prime trimestrielle alors qu'elle avait menacé dans un premier temps de la réduire de 40 %. Enfin, la direction s'engage à ne prendre aucune sanction pour fait de grève.

## Qu'est-ce-que le département 98 ?

La manutention de l'île Seguin (chaînes de montage) ce n'est pas seulement les « caristes » comme l'a dit la presse. Il y a bien sûr ces travailleurs qui alimentent les chaînes en pièces détachées au moyen de divers engins, tracteurs et porteurs de palettes. Mais parmi eux, il y a aussi les pontonniers, les balayeurs, les manœuvres et les magasiniers. Soit, dans l'île Seguin 600 à 800 travailleurs.

Tous les travailleurs de ce service 98 desservent l'ensemble des chaînes et sont donc dispersés dans toute l'usine et dans toute l'île Seguin, au milieu des 10.000 travailleurs des chaînes de montage. Il a donc fallu que le mécontentement soit bien profond parmi ces travailleurs pour qu'ils surmontent le handicap de l'isolement. Isolement qui a fait d'ailleurs que seuls 250 à 300 travailleurs, en majorité des caristes, ont fait grève.



### La Régie Renault a toujours une maîtrise musclée

Il a suffi de la grève des caristes pour voir réapparaître les gros bras de la maîtrise et du gardiennage de chez Renault.

Mardi après-midi, les grévistes de l'équipe du soir (environ 90) étaient réunis devant les bureaux de la direction. On a vu alors une quarantaine de chefs, assistés d'une vingtaine de gardiens, se masser pour intimider les grévistes par des harangues, puis passer aux actes en essayant de forcer le passage avec des voitures.

Cela ne suffisant pas (ils provoquaient surtout les rires et les quolibets des travailleurs), ils ont eu recours à une grossière provocation. Les grévistes virent soudain arriver, tous klaxons en action, une voiture de pompiers suivie d'une ambulance. Les grévistes s'écartèrent pour se rendre compte que derrière suivaient une dizaine de gardiens venus prêter main-forte à la bande déjà atroupée.

L'opération n'a pas réussi. Les grévistes ne se sont pas dispersés, ne se sont pas laissés intimider. Mais ils étaient quand même à la merci d'un de ces Tramoni en puissance, énervés, hargneux, n'ayant dans l'esprit que de briser un mouvement.

L'affaire Tramoni avait éclairé les méthodes de la Régie, qui consistent à former des troupes de choc avec une partie de sa maîtrise et de son gardiennage. Il s'avère que ces méthodes n'ont pas pris fin pour avoir été dénoncées en cour d'assises.





Echos  
extraits  
de  
bulletins  
d'entreprises

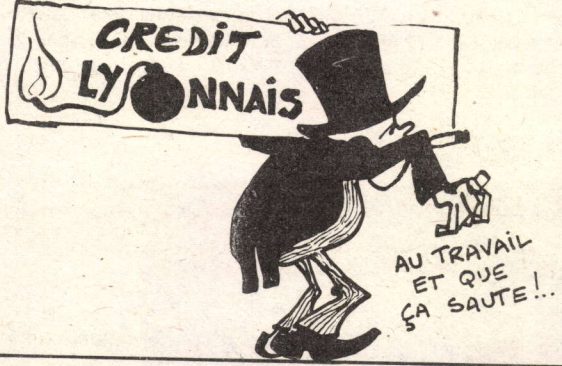
# échos des entreprises

## USINE = INSECURITE USINE = DANGER

### la sécurité du personnel d'abord

● CREDIT LYONNAIS (Paris)

Une nappe de vapeurs nocives et explosives stagne toujours dans les sous-sols de l'immeuble René-Boulangier évacué depuis maintenant quinze jours. Dans les égouts, les émanations sont telles que les égoutiers refusent d'y descendre aux abords de l'immeuble. La RATP a été alertée, l'essence pouvant atteindre les tunnels du métro.



Et, malgré cela, vendredi soir, la direction faisait officiellement savoir aux organisations syndicales qu'elle envisageait de faire réintégrer les locaux rue René-Boulangier au personnel.

Voilà qui ne manque pas de cynisme, d'autant qu'aucun organisme officiel n'écarte la possibilité d'une explosion.

Mais le personnel n'acceptera pas de risquer sa vie et exigera que toutes les conditions de sécurité soient requises avant de pénétrer dans l'immeuble.

### la mine, un danger permanent

● FOSSE DECHY (Mines)

Vendredi dernier à la taille Cécile, le niveau 750-800 a dû être arrêté à cause du taux de grisou devenu dangereux : il était monté à plus de 2.

Au niveau 700-750, le taux de grisou approchait d'ailleurs aussi la cote d'alerte.

C'est en faisant une prise que l'on s'est aperçu de cette dangereuse teneur en grisou.

Pour une fois, heureusement tout a été arrêté à temps, mais quelle assurance a-t-on que dans ces tailles mal aérées, où le dégagement de grisou est important, il en sera toujours de même.

Il n'existe aucun système de détection permanent. Où sont par exemple les télégrisoumètres ou même les grisoumètres automatiques dont les Houillères parlent à la télévision pour démontrer que la sécurité existe dans les mines ?

Il aura fallu que le danger apparaisse pour que les Houillères se préoccupent de l'insuffisance de l'aération. Nous devons en tout cas exiger que cette aération soit correctement effectuée avant que la taille ne redémarre.

Une sécurité véritable exigerait que tous les moyens les plus modernes soient mis en œuvre, mais ceci nécessiterait des frais que les Houillères ne veulent pas engager. Elles comptent en fait sur la chance pour éviter les accidents.

### un éclairage néfaste

● CREDIT LYONNAIS (Paris)

Nous venons d'emménager rue Cadet, et si, en arrivant, les locaux nous paraissaient corrects par rapport à ceux que nous venions de quitter, déjà des problèmes se posent, en particulier : l'éclairage.

En effet, l'Institut National de Recherche Scientifique recommande que les néons ne soient pas placés directement au-dessus des bureaux, mais sur les côtés, que l'éclairage soit modulé quand on passe d'une zone aveugle à une zone qui bénéficie de la lumière du jour. Ce

qui n'est pas le cas au STA.

L'INRS prévoit également que les teintes employées soient de l'ocre pour les murs. Au STA, la direction n'a rien trouvé de mieux que de faire poser un revêtement marron foncé sur les murs, dans les parties les plus sombres.

Déjà depuis l'installation des bureaux paysagés, les mêmes critiques avaient été apportées.

Mais la direction n'en a tenu aucun compte, ce qui montre le peu de cas qu'elle fait de nos problèmes.

### encore un mort...

● SNCF (Dijon)

Une fois de plus, un de nos camarades vient de trouver la mort en travaillant pour la SNCF. Près de Pont-sur-Yonne, Michel Sedan a été tué par un train alors qu'il essayait d'en éviter un autre.

Une fois de plus, la SNCF a assassiné car sa politique d'économies, de compression de personnel, d'utilisation du matériel au-delà de l'usure, tout cela, c'est nous qui le payons de notre vie, à Dijon comme ailleurs.

### ...et le même cynisme de la direction

Comble de cynisme et d'hypocrisie, la direction nous a distribué des petits papiers avec la paie pour nous rappeler que la voie appartient aux trains.

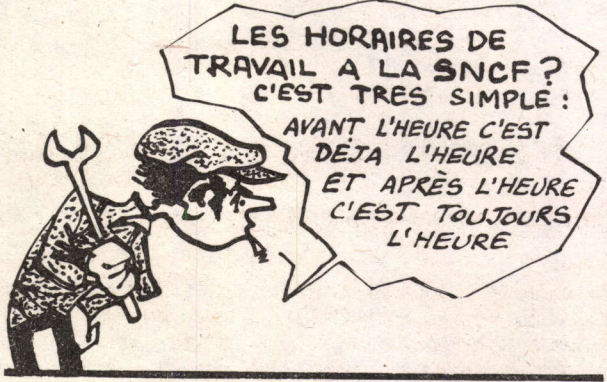
Evidemment ! D'une part, elle dégage sa responsabilité en rejetant la faute des quatre morts de cette année sur les cheminots eux-mêmes, et d'autre part, cela lui coûte moins cher que de prendre de véritables mesures de sécurité.

## NON AUX HEURES SUPPLEMENTAIRES

### après l'heure, c'est plus l'heure

● SNCF (Landy - Chapelle-Bourget)

Au dépôt de la Chapelle, mardi dernier, le chef d'atelier a demandé à des camarades de l'équipe sabots de rester après l'heure pour finir de monter les sabots d'une machine. Il s'est même permis de se moquer de l'un d'eux qui refusait de rester, en lui demandant « s'il n'avait pas trop sué dans sa journée ».



Plutôt que d'ironiser sur des travailleurs qui mouillent certainement plus la chemise que lui, il ferait mieux de s'en prendre à la direction pour qu'elle embauche et nous donne une formation.

Nous n'avons pas à travailler après l'heure. Nous n'avons pas à faire des cadeaux à la SNCF.

## NOTRE SANTÉ NE SE BRADE PAS

### rideau !

● CHAUSSON (Asnières)

A B1, le rideau d'eau de la cabine peinture est efficace quand nous peignons juste devant.

Par contre, ce n'est pas le cas avec les caissons, à cause de leur volume.

Pour s'en rendre compte, il suffit de voir la couleur du sol et celle de notre camarade peintre.

Il est sûr que respirer dans ce coin se fait à nos risques et périls.

Devant ce problème, la direction a trouvé une solution : elle paie une prime. Tout s'achète dans cette société capitaliste pourrie, alors pourquoi pas la santé ?

Pour quelques centaines de francs, la direction se paie le droit d'empoisonner des camarades au boulot.

Belle société qui leur donne un tel droit.

## MESQUINERIES PATRONALES

### au casino de la gare Montparnasse !

● SNCF (Ouest)

Décidément, la direction n'en manque pas une !

Dimanche 26 janvier, chose exceptionnelle, la cafétéria était ouverte. Mais, tenez-vous bien, c'est parce qu'il se tenait un tournoi de bridge (international !) au restaurant d'entreprise. Les cheminots qui travaillaient ce jour-là dans la gare, purent voir défiler environ deux cent personnes de la « belle société » venant jouer aux cartes !

Nous pensions bien profiter de cette ouverture inespérée de la cafétéria pour nous rafraîchir. En fait de rafraîchissement, nous fûmes vite refroidis par les prix (2 F le café, 3 F la bière au comptoir (!) et 25 F le repas).

En attendant, on retiendra comment la direction traite les cheminots en leur fermant la cafétéria le dimanche, et l'ouvre pour que ces messieurs-dames jouent au bridge.

## LES GAÏETÉS DE L'ENTREPRISE

### un drôle de gazpart

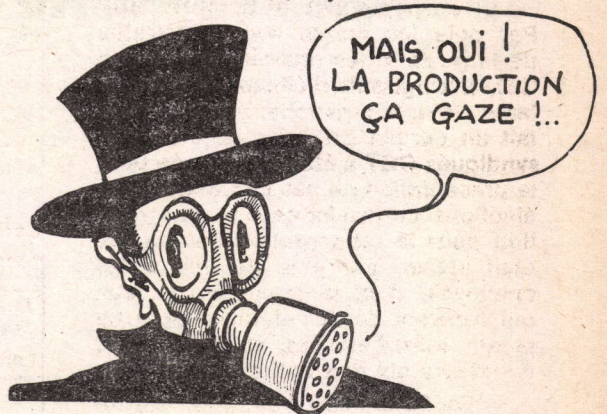
● CHAUSSON (Asnières)

« Rien ne prouve que cela soit du gaz, sinon la fuite aurait été détectée. »

C'est l'intelligente réponse de la direction sur la fuite de gaz à l'outillage thermique. Elle est vraiment à encadrer.

C'est vrai ça, ça sent le gaz mais rien ne prouve que ce soit du gaz.

Le directeur répond avec désinvolture, mais rien ne prouve qu'il se fout de nous, voyons.



Au fait, il a l'air normal, mais rien ne prouve qu'il soit sain d'esprit !

Mais tout de même si ce n'est pas une fuite de gaz, c'est une fuite de quoi ?

Cette affaire, à défaut de prouver que c'est du gaz, prouve que le directeur n'est pas très... fuite fuite.



# dans les entreprises...

## Grandin (Montreuil)

### Première semaine d'occupation

**D**EPUIS le vendredi 7 février, l'usine Grandin - Radiomatic est occupée par le personnel. C'est la réponse des travailleurs au licenciement collectif (cinq cents personnes).

Dès le lundi, la totalité du personnel était présente à l'usine pour une assemblée générale. Seuls les représentants de la direction, CFT comprise, restaient hors de l'usine, à leur vraie place... sur le trottoir.

Après l'assemblée, chacun put prendre sa carte de gréviste.

L'organisation de la grève allait durer tout le début de la semaine. Avec notamment la mise en place de commissions chargées de régler tous les problèmes : information, propagande, loisirs, accueil des délégations, etc. Chaque commission rendant compte de son travail, de ses problèmes, tous les matins à l'assemblée générale des grévistes.

Cette assemblée chaque matin, c'est le point de ralliement auquel participe une



centaine de travailleurs. Et si les interventions sont rares, elles sont toujours suivies avec attention.

L'occupation se passe dans une atmosphère détendue. Chacun faisant connaissance avec le voisin ou la voisine souvent ignorés la veille, nous apprenons à nous connaître, à nous apprécier.

Chez Grandin, où travaillait une majorité de femmes, occuper, n'est pas une

mince affaire. Il faut, pour beaucoup, affronter un mari récalcitrant quand ce n'est pas franchement hostile, faire face à toutes les obligations familiales. Pourtant les femmes sont présentes de nuit, parfois même avec plusieurs enfants. C'est cet engagement, le désir de mettre la « main à la pâte » qui est à l'origine de cette atmosphère. Et puis, il y a les jeux ; le concours de l' « homme ménager » fut l'occa-

sion d'un fou-rire collectif que personne n'est prêt d'oublier.

Aussi, à la fin de notre première semaine de grève, le moral est bon. Dimanche sera l'occasion d'un bal.

Quant à l'avenir de notre lutte, après diverses délégations sans résultat, de nombreux travailleurs prennent conscience qu'il va nous falloir faire plus pour imposer la réouverture de l'usine.



(Ph. ADJA)

## Une victoire pour les travailleurs des Compteurs Schlumberger

**I**L est rare de voir un patron renoncer à licencier lorsqu'il en a décidé ainsi. C'est pourtant ce qui s'est passé aux Compteurs de Montrouge.

Les soixante licenciements projetés par la direction sont annulés.

Ni Jean Riboud ni Jérôme Seydoux (P-DG) n'ont voulu recevoir une délégation, accompagnée il est vrai de six cents travailleurs, lors de la manifestation organisée devant le siège central, rue Saint-Dominique dans le septième arrondissement. Mais quatre jours après, les délégués étaient reçus par ce même P-DG qui faisait marche arrière et décidait d'annuler son « projet de licenciements collectifs pour raisons économiques et structurelles ». Les deux cent vingt postes supprimés à Montrouge seront obtenus par :

- des pré-retraites à 58 ans, au volontariat ;
- des mutations dans d'autres unités ou dans l'usine même, au volontariat ;

— des stages de formation, au volontariat.

Et, ce qui était nouveau et le plus important : si ces mesures ne suffisent pas, la direction s'engage à ce qu'il n'y ait aucun licenciement.

La direction a aussi cédé sur le paiement partiel des heures de débrayage. Ce résultat a été accueilli favorablement à la dernière assemblée générale de mercredi dernier.

Si la direction a cédé, c'est parce qu'elle a eu peur de l'extension du mouvement, car depuis trois semaines, à un rythme lent, le mouvement c'est tout de même amplifié et la menace d'une grève, même faite par une minorité des travailleurs de Montrouge, a eu raison de son projet de licenciement.

Les travailleurs se sentent maintenant plus en confiance et refusent mutations ou stages qui ne leur conviennent pas.

L'arrivée de jeunes, venus de filiales regroupées à Montrouge, a été déterminante.

## Élections de délégués du personnel à l'UAP Tour ASSUR (La Défense)

### Une gifle pour les bureaucrates de la CGT

**N**OS lecteurs se rappellent que la CGT de la Tour Assur avait exclu de ses rangs huit délégués du personnel en octobre 1974. Par delà les motifs invoqués (refus de la gestion des œuvres sociales au CE), il s'agissait d'éliminer des militants d'extrême-gauche. L'affaire avait fait un certain bruit. La majorité des syndiqués CGT s'était prononcée pour la présentation de ces camarades aux élections professionnelles : une pétition pour la réintégration des exclus était signée par plus de huit cents employés, dont la majorité de ceux qui venaient de l'ex-établissement de la rue Jules-Lefebvre, auquel avaient appartenu six des huit exclus.

A l'occasion de l'émission Lettre Ouverte, début novembre, l'un des exclus, Alain Abram, avait interpellé Georges Séguy au sujet de cette violation de la démocratie. Georges Séguy avait promis de s'occuper personnellement de l'affaire. Cet engagement

n'a pas été respecté : les lettres envoyées à Georges Séguy, à la Fédération CGT des employés et au syndicat CGT-UAP sont restées sans réponse.

Dans ces conditions, quatre des exclus, pour continuer leur activité syndicale, annonçaient il y a quelques semaines leur adhésion à la section Force Ouvrière de la Tour Assur et

leur présentation aux élections de délégués du personnel.

Ces élections étaient attendues comme un test. Fidèles à eux-mêmes, les dirigeants CGT engageaient une campagne contre la section FO et ses militants. La veille du vote, dans l'après-midi, ils distribuaient un tract essayant de déconsidérer Alain Abram, nommément cité. Mais cette manœuvre de dernière heure n'aura pas servi les bureaucrates. Et les élections de délégués du personnel ont pris l'allure d'un véritable référendum : la liste FO arrive en tête en titulaires.

Succès d'autant plus probant que les exclus étaient connus dans l'ex-secteur Jules-Lefebvre (environ un tiers du personnel actuel) et que les exclus venaient eux de l'ex-secteur Vendôme, représentant environ les deux tiers du personnel actuel.

- la liste FO arrive en tête
- les exclus de la CGT sont élus

L'année dernière FO et CFTC ne présentaient pas de candidat rue Jules-Lefebvre.

	Exp.	CGT	%	CFDT	%	FO	%	CFTC	%
J. Lefebvre	801	487		300					
Vendôme	1.413	813		192		216		186	
Total	2.214	1.300	58,7	492	22,2	216		186	

Résultats de cette année à la Tour Assur qui résulte de la fusion de ces deux établissements :

	Exp.	CGT	%	CFDT	%	FO	%	CFTC	%
Tour Assur	1987	741	37,4	296	14,9	768	38,7	182	9,2
Nomb. de sièges		7		2		7		1	



# SOUSCRIPTION

pour renforcer  
l'hebdomadaire

# lutte ouvrière

## REGION PARISIENNE

**Chausson (Asnières) :** Nogrette, 100 F - Grellier, 100 F - Pecriaux, 10 F - Cholet, 5 F - M'Hamed, 10 F - Dubocage, 10 F - Annie, 20 F - Slimany, 10 F - Un employé, 100 F - Leblond, 100 F - Lemaire, 20 F - Guenego, 10 F - Lozand, 20 F - Bouchon, 10 F - Carpentier, 10 F - Griggy, 10 F - Jean, OS, 50 F - Un OS, 50 F - OS, 54 F.

**Compteurs de Montrouge :** Coutaud, 10 F - Lয়ারde, 10 F - Dumont, 5 F - Un technicien, 5 F - Michèle Lanchon, 30 F - Miedzigorski Diana, 30 F - Pretre M.L., 10 F - Leonard Claude, 10 F - Charbonier, 5 F - Moké, 5 F.

**Saint-Denis :** Picholas Roger, 5 F - Cadre de France-Soir, 10 F - Un camarade de Rouge, 2 F - Une A.M. sympathisante, 10 F - Dominique Masson, 30 F - Une employée sympathisante, 10 F - Un copain et collègue, 5 F - Un copain, Bernard, 5 F.

**Creil :** Un prof de Creil, 100 F - Un prof de Creil, 15 F - Une A.E., 20 F - Un prof sympathisant, 30 F - Un sympathisant, 5 F.

**AGF :** Un employé des AGF, 10 F - Alain Nanou, 55 F - Cazes G., 5 F - Hervé D., 5 F - A.V., 10 F - Pichoir Edith, 10 F - Attlane Ch., 150 F - Priou Nicole, 3 F - Henriot C., 20 F - J. Boucavet, 10 F - B. Demanoff, 5 F - Un employé des AGF, 10 F - Jules, 5 F - Subaini, 10 F - Une employée, 10 F - Une employée, 5 F - Un employé, 10 F.

**Capimbec :** Anonyme, employée, 10 F - Une employée, 100 F - Pierre Lacoste, 50 F.

**Maif :** Pontonnier JP, 10 F - P.D., 10 F - J.R., 10 F - Secrétariat Crama, 14 F - A.D., 10 F - M.T.D., 10 F - D.T.T., 10 F - J.M.M., 10 F - P.L., 10 F - A.C., 20 F - S.H., 10 F - A.C., 10 F - Trois anonymes, 15 F - S.S., 5 F - M.Pis, 5 F - N.M., 10 F - L'aimable Chantal, 10 F - J.T., 10 F - J.B., 10 F - H.L.G., 10 F - A.G., 10 F - T.D., 5 F.

**BNP :** Franck C., Sarcelles, 5 F - Agnès R., Paris, 5 F - Jean-Louis R., Paris, 5 F - J.M.B., 10 F.

**Lycée d'Asnières :** Un surveillant de lycée, 10 F - Un professeur d'histoire, 10 F - M. Peticararé, 1 F - « Raspoutine », 5 F - Burlot, 5 F - Daniel, 5 F - Philippe Coste, 5 F - Sympathisant LCR pour l'action unitaire de l'extrême-gauche, 10 F - Un élève de deuxième A, 10 F.

**Corbeil :** Sanchez Félix, 10 F - Charlot Christian, 50 F - Sanchez José, 100 F - Pouyet J.C., 3 F - Un employé Calberson, 50 F - Un typo, Corbeil, 50 F.

**Essonne :** Sanchez Modeste, 10 F - Thomas Bou, 13 F - Anonyme, 10 F - Mme Novel, 10 F - Beque, 10 F.

**Rectificatif :** Th. Larlet et Y. Pichard : 500 F et non 43 F comme nous l'avions annoncé dans le numéro 335.

## REGION DU NORD

**Lille :** Amélie Gryson, 10 F - Callego, 100 F - B.D., 10 F - J.B., 5 F - Néo, 10 F - Un travailleur émigré de Thomson Lesquin, 5 F - Titi étudiant vétérinaire, 10 F - L. Dunkerque, 5 F - Un sympathisant, 7 F - Isabelle B., lycéenne, 50 F - Une lycéenne, 5 F - Un chauffeur routier, 20 F - Un sympathisant, 50 F - Un étudiant en médecine, 10 F - Un étudiant en histoire, 10 F - Un jeune travailleur du CHR, 10 F - Une élève infirmière, 10 F - F.D., mineur Déchy, 20 F - A.M., lycéen Arras, 20 F - Raymond, lycéen 14 ans, Lille, 10 F - Sympathisant, 5 F.

## BRETAGNE

**Nantes :** Sympathisant, Nantes, 10 F - Travailleuse hospitalière, 50 F - Sympathisant LO, 50 F.

**Lannion :** Legan, 50 F - Gaudin, 20 F - Le Gonsol, 10 F - Kriloff, 10 F.

**Rennes :** Irène Guttin, 10 F - Ghislaine, 45 F - Carion, 1 F - Yan, 50 F - Vente, 1 F.

**Brest :** OP, Brest, 20 F - Brest, 3 F - Anonyme, 3 F - Animatrice, Rennes, 200 F.

**Chantiers de l'Atlantique :** Marcel Soudeur CA, 10 F - Dix-huit travailleurs des Chantiers de l'Atlantique, 36,50 F - Un ouvrier des CA, 40 F - Deux copains de Batz, 10 F - Une lectrice assidue, 8 F - Un camarade tourneur, 5 F - Gérard, ajusteur, 200 F - Un soudeur CA, 50 F - Un ouvrier CA, 50 F - Un ouvrier CA, 30 F.

**Nantes :** Un lecteur régulier Dusigeon, 5 F - Un couple sympathisant Dusigeon, 5 F - Un tourneur ACB, 5 F - Une fonctionnaire, 5 F - Une lectrice Bellevue, 3 F.

**Angers :** Nadja, 20 F - Chailloux, 10 F - Etudiant, 3 F - Normalienne, 10 F - Etudiant, 2 F.

**CHU Angers :** Aide-soignante CHU Angers, 6 F - Infirmière, 20 F - Interne CHU, 50 F - ASH retraitée, 10 F - Buineau-Ardassier (Trelaze), 10 F.

**Michelin-Cholet :** Un P1 Michelin (Cholet), 25 F - Un VD, 20 F - Un ajusteur, 50 F - Un travailleur (Michelin-Cholet), 30 F - Un OS (Michelin-Cholet), 20 F - Une institutrice, 10 F - Une sympathisante, 50 F - Un ajusteur (Michelin), 10 F - Affûteur Michelin, 10 F.

**Angers-Cholet :** OS Cégédur, 30 F - Mécanicien Manet, 30 F - P1, entretien Batignolles, 5 F - P1 Batignolles, 10 F.

**Angers :** Vente Cégédur, 17,50 F - X, Montreuil, 10 F - Une travailleuse de Cibié, 20 F - Un travailleur de Cégédur, 20 F.

**Rennes :** M. et Mme Sauton, monteur chauffage, 5 F - M. Aignal, programmeur, 8 F - Mlle Sourmia, élève, 10 F - Une élève assistante sociale, 1 F.

**Saint-Brieuc :** Un syndicaliste Spabeic CGC, 10 F.

**Nantes :** Jean-Charles Fournier, 5 F - Un Nantais, 5 F - Gina Lany, 5 F - Un lecteur, 1 F.

## REGION DE L'EST

**Sarrebouurg :** Corfmat, 200 F.

**Metz :** Assier, 8 F - Santos, 5 F - Neidhofer, 8 F.

**Nancy :** Messein, 50 F - Bonn, 20 F - L.J., 5 F - Thiebault, 5 F - Haiyautte, 6 F - E.H., 50 F - C.F., 8 F - L.B., 10 F - Bernard, 5 F - Un copain, 1 F - Un copain, 50 F - Frère d'un copain, 5 F - Employé RATP, 50 F - Dumont, 40 F - Schiavon, 20 F - Ecole d'éducateurs Laxos : Ney Emile, 10 F - Weber Marie-France, 15 F - Remillon Nicole, 25 F - Caurel Christian, 25 F - L'Ale-vée Elisabeth, 10 F - Dister Philippe, 40 F - Baudoin François, 10 F - Cunalut Christian, 20 F - Franquin Alain, 20 F - Blanpied Huguette, 10 F - Cantineaux Jean-Paul, 20 F - François Edith, 10 F - Jolibois Gaston, 15 F - Betti Pascal, 10 F - Aujan Louis, 10 F.

**Charleville-Mézières :** Siméon, 10 F - Angioli, 10 F.

## REGION DU CENTRE

**Evreux :** V.D., 3 F - Lycéen, 5 F - Dominique A., lycéenne, 3 F - Un sympathisant, lycéen, 5 F.

**Nevers :** Jacques Aza, 50 F - Jean-Paul Titus, 40 F.

**Chartres :** Mendez, 10 F - Bey, 10 F - Jousset, 10 F - Barman, 15 F - Ouvrier, 10 F - Toso Michèle, 15 F - Employée Germaine Montaigne, 10 F - Lycéen Rechèvre, 10 F - Employé SNCF, 10 F.

**Loir-et-Cher :** Batord, 5 F - Come, 10 F - Glemet, 7 F.

**Tours :** Une copine, 30 F - Leproux, 8 F - Péon, 5 F - Cagniard, 5 F - Gergeaux, 10 F - Danten J., 5 F - Pavese Ch., 10 F - Bretel C., 20 F - Gault M., 10 F - Un professeur IUT, 10 F - Une majeure, 8 F - Un professeur, 5 F - X, porte-à-porte, 5 F - Etudiant de l'IUT, 5 F - Etudiant fac Lettres, 10 F - Anonyme, 25 F - Etudiant IUT Bio, 5 F - Etudiante IUT TC, 5 F - Mécanicien poids lourds, 10 F - Un travailleur de Schmid, 10 F - Une famille portugaise, 8 F - Enseignant, 10 F - Une mère de famille nombreuse, 5 F - Un travailleur à une vente publique, 3 F - Un étudiant « carrières sociales » IUT, 5 F - Un étudiant « carrières sociales » IUT, 8 F - Un étudiant Bio IUT, 5 F - Une enseignante, 50 F - Trois poux, 10 F - Métivier, 10 F - Une employée de lycée, 3 F - Un chômeur, 10 F - Busseron, 10 F - Une prof. de CET stagiaire, 20 F - Un prof de CET stagiaire, 10 F - Legeard, 10 F - Un sympathisant, 30 F - Idem, 2 F - Un sympathisant, 10 F - Idem, 10 F - Deux profs sympathisants, 20 F - Bernard, 20 F - Une chômeuse, 10 F - SNCF, 10 F - Retraitée, 10 F - Employée CHU, 10 F - Girard, 100 F - Un couple de Joué-les-Tours, 30 F - Des petits commerçants, 50 F - Une étudiante espagnole, 50 F - Un employé SNCF, 50 F.

**Bourges :** Une institutrice, 50 F - Une aide-soignante, 40 F - Une aide-soignante, 4 F - Gabriel, SNIAS, 5 F - Doméla, 100 F - Alain, SNIAS, 12 F - Abélard, 10 F - Michel, SNIAS, 10 F - Jean, SNIAS, 5 F - François, CET Châteauroux, 10 F - Bernard, SNIAS, 10 F - Roto, 10 F - Un enseignant, 100 F - Un jardinier, 10 F - Une enseignante, 50 F - Une mère de famille, 50 F - Une travailleuse, 20 F - M.P., 22 F - X., du lycée agricole, 10 F - Un ex. Saint-Amandois, 100 F - L.B., 50 F - T., ouvrier Michelin, 6 F - Un ouvrier Michelin, 20 F - Claire Michel, prof., 20 F - Un enseignant, 50 F - L'amiable, 20 F - Surnom, 10 F - De Luca, 20 F - Monique, 30 F - Jeannette, 10 F - B., 20 F - R.L., 100 F - M., 20 F - Une pionne, 10 F - E.C., 50 F - Une pionne, 5 F - Nancay, 10 F.

**Vierzon :** Une employée dactylo, 40 F - Un artisan, 10 F - Des enseignants sympathisants, 50 F - Une prof., 50 F - Un travailleur de Poulstra, 5 F - Un étudiant, 20 F - Un employé de bureau, 50 F - Un travailleur, 50 F - Berthelot-Gilbert, 10 F - Louis, 40 F - Un pion, 50 F - Un travailleur de Flambo, 10 F - Un travailleur de Denisen, 10 F - Un professeur, 10 F - J.K., 50 F - Colomina, 50 F - Un enseignant, 20 F - Un élève LTE, 40 F - Un enseignant, 10 F - Une élève du LTE, 20 F - Un élève du LTE, 10 F - Un sympathisant LO, Châteauroux, 50 F - C.B., lycéenne, 10 F - J.P.L., stagiaire FPA, 10 F - R.S., sympathisant vierzonnais, 50 F - C.M., sympathisant vierzonnais, 10 F.

## REGION MIDI-PYRENEES

**Toulouse :** Alice Auriac, retraitée, 30 F - Une infirmière, 5 F - Concierge du CHRT, 20 F - M. Pelissier, 5 F - M. Duran, 20 F - Une fille d'Albi, 10 F - M. Costes, 10 F - Un lecteur Bagatelle, 1 F - Un étudiant Mirail, 1 F - Varfauche, 100 F - Damoiz, 100 F - Igor, 50 F - Un sympathisant, 380 F - X, 10 F - X, 100 F - Une jeune femme de Montauban, 10 F - Anonyme, 56 F - Laurens, CET, 6 F - Talleux, 10 F - Un stagiaire, FPA de Bordelongue, 10 F - Un lecteur de LO, 5 F - Un sympathisant, 3 F - Un sympathisant, 2 F - Le coiffeur du Récébédou, 8 F - Retraité du Récébédou, 1 F - Un technicien de la CII, 20 F - Carlos CII, 10 F - J.J., 30 F - M., Toulouse, 10 F - Une étudiante Mirail (Mse), 10 F - Une étudiante médecine (Mse), 5 F - Farine, 1 F - Pierre, 1 F - Alinso J.F., 8 F - Un sympathisant, 5 F - Labit, 4 F - Goupil, 5 F.

**Castres :** Lycéen, 5 F - Lycéen, 20 F.

## AQUITAINE

**Angoulême :** Un prof d'anglais, 30 F - Un prof d'allemand, 50 F - Un prof de techno, 30 F - Un prof de sciences, 30 F.

**Bordeaux :** Darmhillac, 50 F - Will, 50 F - Norbert, 50 F - Qatar, 20 F - Coparet, 15 F - Flambart, 5 F - Vega, 50 F - Roze, 10 F - Martine et Nésesse, 50 F - Pépito, 10 F - Lycéen, 2 F - Un maçon du PC, 3 F - Un réceptionnaire, 10 F - Ora, 10 F - Marc, 20 F - Deux Espagnols, 10 F - Bernard, 10 F - A., 5 F - Alain, 2 F - Michèle Lacour, 10 F - Michèle Victor, 20 F - Priscilla Luc, 10 F - F. Cazaux, 10 F - Vicente, 10 F - Gabeaud, 50 F - C.R., Rouge, 10 F - Résubat, 20 F - Le caillou, 10 F - Mano, 10 F - Gillaut, 50 F - Anjou, 10 F - Lebreton, 15 F - Avue, 10 F - Daniel, 20 F - Richer, 10 F - Derbaud, 10 F - Gnard, 5 F - Jocelyn, 10 F - Un professeur du technique, 50 F - T., 50 F - Piganeau, 10 F - Marfaing, 100 F - Lecteur de Libé, 10 F - Claude, 150 F - Une sympathisante, 100 F - Anonyme, 3 F - Marie-Pierre (étudiante), 10 F - Françoise Alain, étudiant éducateur, 20 F - V. Financier, prof., 30 F - Jalley, hospitalier, 10 F - Un employé, 50 F - Un employé, 3 F - Yves et Michèle, dessinateur industriel et employée, 30 F - Courtois, chimiste, 30 F - Sylvie, institutrice, 50 F - Jean-Claude, surveillant CES, 20 F - Cathala, professeur, 30 F - Huguette, prof, 30 F - Daniel, prof, 100 F - Moluque, éducateur, 10 F - Un révolutionnaire, 50 F.

## NORMANDIE

**Le Havre :** Lycéen de Cancianville, 3 F - M. et Mme Sorgues, 10 F.

**Rouen :** Un travailleur de la SNCF, 5 F - Belphégor, 10 F - Une camarade, 50 F - Sympathisant de Dieppe, 20 F - Sympathisant Deville, 20 F.

**Région elbeuvienne :** Biville Philippe (Cipel Caudelec), 10 F - Legros Pierre (Cipel Caudelec), 5 F - Rebouvier Ginette (Cipel Caudelec), 5 F - Blondel Gabrielle (Cipel Caudelec), 5 F - Marais Mercédès, 5 F.

**Rouen :** Gaël, 20 F - Paulette, 5 F - Boris, travailleur Coop, 30 F - XXXX, 2 F - Calbrix, lycéen, 5 F - Gilou T. C., 5 F - Travailleurs Coop : Bérénger Didier, 10 F - Un travailleur, 2 F - Un travailleur, 3 F - Un travailleur, 9 F - Aide-soignante du CHU, 20 F - Veilleuse CHU, 10 F - Un couple de fonctionnaires, 30 F.

**Louviers :** Bérut, 5 F - Rue Saint-Exupéry, 2 F - Anonyme, 10 F.

**Meeting Caen :** Participation, 0,50 F - X., 4 F - Un sympathisant, 2 F.

## BOURGOGNE

**Dijon :** Lycée Montchapet : Gainter Christian, 1 F - Bazin, 2 F - Lory, 1 F - Guerra, 3 F - Anonyme, 5 F - Deloge, 9 F - Anonyme, 5 F - Serre, 1 F - Lieutet, 1,50 F - Jacquet Didier, 5 F.

Mohamed, Foyer, 20 F - Anne-Marie, CES, 10 F - Christine, 400 F - C.T., fac Droit Dijon, 10 F - Ouvrier électricien, 18 F - Georges, étudiant, 5 F - Une ménagère de Chenôve, 2,50 F - Un travailleur antillais, SNCF, 20 F - Anna, 5,50 F - Hmadi Cuider, 10 F - Benmelidah, SNCF, 10 F - Collecte Peugeot, 14,50 F - Un camarade antillais, 10 F - A.W., 100 F - Tavernier, 30 F - Un sympathisant, 5 F - Un sympathisant, 5 F - Un sympathisant, 6 F - Enita, 25 F - Bonnot Gabrielle, 20 F - R. Tison, 20 F - J.P. Motobek, 10 F - Une mère de famille (N), 15 F - Travailleur immigré SNCF, 2 F - Travailleur immigré SNCF, 2 F - Travailleur immigré SNCF, 3 F - Pascale, CET, 10 F - Sylvie, CES, 5 F - Jacques Quetigny, 3 F - Une ASM, 2 F - Un vagemestre, 3 F - Bourgarelle, 10 F - Battaut, 5 F - X., 1 F.

**Dole :** Mariet Thierry, 10 F - X., 5 F - Marché Dole, 8 F - Ahmed Ben Smâ, 10 F - Un coureur, 55 F - Un sympathisant libraire, 50 F.

**Creusot-Loire :** Collecte devant la cantine, 50 F - Collecte devant la cantine Chanliou, 35 F - Cocaudelle Ginette, 10 F - Un travailleur, 5 F - Un ouvrier, 2,50 F - Un amarreur, 5 F - Un amarreur, 2 F - Un OS, 2 F - Un amarreur, 1 F - Un conducteur de tracteur, 25 F - Foucherot Marie-Paule, 10 F - Belot A., 5 F - Ferrara, 12 F - Gérard, 10 F - Une travailleuse, 10 F - Mme Sarah, 5 F - Etresant, 2 F - Noël, 2,50 F - Un retraité, 10 F - Un maçon, 5 F - Un étudiant, 5 F - Haennaggi Philippe, 5 F.

## AUVERGNE

**Limoges :** Faurie, étudiant, 10 F - Bibliothécaire, 20 F - Burnou E., étudiante, 20 F - Une « libre-penseur », 10 F - Un futur combattant de mai 75 : 10 F - Etudiant en Lettres, 20 F - Etudiant en Sciences, 20 F - Etudiant en Médecine, 10 F - Rousseau Christine, 10 F - Etudiant en Sciences, 50 F - Carié, 40 F - Etudiant Gay-Lussac, 5 F - Anonyme Gay-Lussac, 10 F - Anonyme lycée Gay-Lussac, 5 F - Un travailleur des papeteries, 20 F.

**Montluçon :** Travailleur immigré, 10 F - Un surveillant, 10 F - Ben, 10 F - Un bidasse, 10 F.

**Issoire :** Ouvrier Cégédur, 20 F - Monn, 30 F - HX Jef, 100 F - Mong, 2 F - Vaz, 5 F - MIA, 3 F - Ang., 10 F - Ouvrier Cégédur, 10 F - Sympathisant PSU, ouvrier à Cégédur, 15 F.

**Clermont-Ferrand :** CHU : Guillaumot, 10 F - Elève-infirmière, 10 F - Une élève infirmière, 5 F - Une employée, 20 F - Vergne Gisèle, 8 F - Un employé de l'hôpital Saint-Jacques, 10 F - Une élève-infirmière, 10 F - Une élève-infirmière, 10 F - Une étudiante en Médecine, 10 F - Un agent hospitalier, 5 F - Une élève-infirmière, 5 F - Un élève-infirmier, 5 F - J. et C., sympathisants, 100 F.

**Michelin-Combaude :** Un sympathisant LO de VDX, 3 F - De BLP, 5 F - De BFE, 5 F - De BFE, 10 F - De BFE, 10 F - VDX, 4 F - DCP, 15 F - TVM, 20 F - VDX, 10 F - VDE, 10 F - VDX, 5 F - VDX, 5 F - Un révolutionnaire en herbe, 100 F - BFE, 10 F - Un ouvrier, 5 F - Un ouvrier, 5 F - Un ouvrier, 5 F - Un ouvrier, 3 F - Un ouvrier, 2 F - Un ouvrier, 5 F - Travailleurs immigrés T.V., 3,50 F - Idem, 5 F - Idem, 4 F - Idem, 2,50 F - Idem, 5 F - Idem, 6,50 F - Un sympathisant de DL, 10 F - Idem, 2,50 F - Idem, 5 F - Idem, 2 F - Un sympathisant LO de DCP, 10 F - DCP, 10 F - BFM, 5 F - BFE, 2 F - BFE, 5 F - BFM, 5 F - BFE, 5 F - VDX, 10 F - BFE, 10 F - VDX, 5 F - BFE, 5 F - BFE, 5 F - BFM, 3,50 F - Un syndiqué CFDT sympathisant LO de BFE, 5 F - Un sympathisant de BFM, 3 F - BFE, 5 F - d'Y7, 10 F - BFE, 5 F - BFE, 5 F - BFE, 5 F - BFE, 8 F - VDX, 10 F - BFE, 5 F - VDS, 5 F - T7, 10 F - BFE, 20 F - DL, 35 F - BFM, 5 F - BFE, 10 F - VDX, 5 F.

**Clermont-Ferrand :** Un travailleur Ollier, 5 F - M., étudiante en Sciences, 30 F - Anne-Marie, 7,50 F - Un étudiant d'Aix-en-Provence, 2 F - Une collégienne, 5 F - Une étudiante de Thiers, 20 F - Une élève-infirmière, 20 F - Enseignant, 50 F - Enseignant, 100 F - Enseignant, 50 F - Une jeune fille de Créteil, 100 F - Employé sécu, 10 F - Travailleuse sécu, 10 F - Conrnt, Forsé Guy, 10 F - Employé Pompes Funèbres, 100 F - Morel, enseignant, 30 F - Technicien universitaire, 50 F - Un employé Sécurité sociale, 20 F - Une ouvrière Michelin du service G, 8 F - Deux étudiants de l'Ecole de Chimie, 10 F - Alain Rivière, 10 F - Un étudiant, 1 F - Collecte Cégédur, 11,50 F - Etudiante Médecine, 10 F - Une ouvrière Hey Combaude, sympathisante LO, 20 F - Un travailleur de l'AIA, 10 F - Un travailleur de l'AIA, 20 F - Une sympathisante, 20 F - D.J., travailleur AIA, 30 F - Etudiante, 15 F - Dissard, 30 F - Christine, lycéenne Jeanne-d'Arc, 50 F - Employé de Banque de France, 5 F - Mme Denis, prof lycée Jeanne-d'Arc, 30 F - Prof lycée Jeanne-d'Arc, 9 F - A. Badrikian, 50 F - Un ouvrier yougoslave, 5,50 F - Arcane, 20 F - Anonyme, 10 F - Henri, 2,50 F - Sympathisant de la SAT, Riom, 20 F - Elisabeth, étudiante, 5 F - Jean-Pierre, éducateur, 60 F - Franis, employé, 20 F - Fremion, étudiant, 10 F - Collecte Combaude Michelin (13 souscripteurs), 16 F - Marchand, 10 F - Bœuf, 10 F - Desrumoure, 10 F - Corre, 10 F - Mizon, 10 F - Boyer, 10 F - Paraire, 10 F - Alma, 10 F - Un travailleur immigré de Bergougnan, 10 F - Une étudiante étrangère, 10 F - Un travailleur de Ferturéma, 1 F - Une mère de famille, 5 F - Une employée de clinique, 10 F - Une habitante d'Issoire, 5 F - Une étudiante en Médecine du MLAC, 3 F - Un étudiant, 10 F - Un étudiant de Clermont en BTS, 4 F - Un étudiant en Philo, 3 F - Un étudiant en Droit, 1 F - Etudiant en Psycho, 5 F - Idem, 5 F - Retraité Michelin, 5 F - Un étudiant, 20 F - Un étudiant, 10 F - Un syndicaliste Michelin, 10 F - Un retraité d'Issoire, 1 F - Joëlle Dichamps, 10 F - Deux étudiants noirs, 20 F - Un étudiant, 10 F - Un ouvrier Bergougnan, 10 F - Un ouvrier Michelin, 5 F - Bardy, 10 F - Lenoir, 10 F - Marquet, 10 F - Chastel, 10 F - Bauchet, 3 F - Mioche, 10 F - Moulin, 20 F - Libert, 20 F - Berger, 10 F - Jeanne Mercier, 150 F - Robert Laigneau, 100 F - Une lectrice de Brive, 10 F - Une travailleuse Sécurité sociale, 10 F - Employé CRAM, 10 F - Prof. 8 F - Employée libraire, 10 F - Gérard de la CRAM, 10 F - Une étudiante ang'ais, 10 F - Une employée Sécurité sociale, 10 F.

TOTAL A CE JOUR : 62.275,60 F





# Le dernier civil

Copyright: Editions Bernard Grasset

(Ph. Violet)

Ernst Glaeser, né en Allemagne en 1902, acquiert en 1928 la célébrité avec son roman *Classe 22*. Toute une génération d'adolescents grandit pendant la guerre de 1914 y retrouve son désarroi.

Puis, paraît *La Paix*, récit de la révolution allemande où les sympathies du héros vont aux spartakistes. Saisissante peinture de la façon dont les sociaux-démocrates voulaient « faire la révolution », dans « l'ordre » et sans les ouvriers, ce roman l'est aussi de la répression qui s'abat et du découragement qui s'ensuivit.

C'est juste avant la prise du pouvoir par Hitler que paraît *Le dernier civil*. Ce roman, le dernier de la trilogie, est le tableau de la vie d'un petit village allemand, Siebenwasser, aux prises avec la montée du nazisme. Il relate comment, sur la base d'une crise sociale et économique de plus en plus profonde, la démagogie fasciste gagne du terrain, comme une gangrène, et de quoi elle est faite : d'anticommunisme et d'antisémitisme essentiellement. Il relate les premiers pas de l'organisation fasciste paramilitaire locale ; et la panique et la colère de la petite-bourgeoisie lorsqu'elle découvre soudain qu'elle est ruinée par l'inflation et les faillites en chaîne.

## RESUME

Après avoir fait fortune aux USA, Jean-Gaspard Bäuerle, accompagné de sa fille Irène, a retrouvé Siebenwasser, sa ville natale de Souabe, et sa patrie, qui est pour lui, depuis 1918, un pays démocratique. Pour contribuer à renforcer la paix et la prospérité, il a acheté le domaine de Roche-Blanche, en friche jusque-là.

Cependant le parti nazi (dirigé localement par Gerhart Träger) se renforce : les ambitieux (tel Kalahne, le secrétaire municipal), les jeunes (tel Hans Diefenbach), les victimes de la guerre, les aigris de toute sorte mettent leurs espoirs en Hitler.

On est en 1929. Hans Diefenbach travaille au domaine de Roche-Blanche. Le maître-boulangier Stählin, qui vient de perdre sa femme, se suicide à l'annonce du grand krach de la Bourse. Cependant, Irène et Hans se retrouvent dans la forêt : ils cherchent des plantes et des animaux pour garnir un aquarium.

## (39)

Irène le tenait à l'épaule. Il percevait très nettement la chaleur de son bras à travers la chemise. Mais alors la plante se détacha. Il la sortit du courant. L'eau tomba en perles claires de ses racines.

— « Là, dans la boîte, et de l'eau et de la terre par-dessus. »

Hans fit un petit tas de terre, Irène prenait de l'eau dans ses mains. Ils se levèrent et allèrent plus loin. La forêt devenait plus claire. A travers les troncs, la plaine scintillait.

Tout à coup, Hans s'arrêta. Il mit un doigt sur la bouche. Irène était debout sur la pointe des pieds. Sur une pierre polie un petit animal était assis, mi-lézard, mi-moloch. Il était d'un noir d'encre, avec par-dessus, des taches d'or. Hans était allongé sur le ventre. Il se releva prudemment sur les coudes. Déjà sa main jaillissait. Il tenait une chose convulsive dans le poing et la jetait dans la boîte.

« Une salamandre pourpre », dit-il en se levant et en s'essuyant la main à son pantalon.

Irène s'était effrayée.

— « Quels yeux vous aviez, tout à coup. »

— « Sont salement dures à attraper. »

Déjà Hans était de nouveau à plat ventre et déterraient une plante.

Une demi-heure passa ainsi. Ils longeaient les ruisseaux, prenaient de petits poissons à barbes, d'autres à dents de scie sur le dos. Ils trouvèrent une truite morte et chassèrent une araignée d'eau.

Alors ils arrivèrent à un banc. Devant eux s'épandait la vallée et la ville de Siebenwasser avec les tours de Saint-André. Leurs regards allaient très loin, jusqu'à la plaine du Rhin.

Ils étaient assis l'un à côté de l'autre. Leurs mains étaient couchées entre eux comme des épées.

Ainsi parla le cœur d'Irène :

« J'ai rêvé, Hans, que tu m'aimais bien. La première fois déjà, quand je t'ai vu sur la route, à côté de l'auto, et que nous avons fait ensemble le mot croisé, je l'ai rêvé, Hans, que tu m'aimais bien. Et bien avant déjà, à Baltimore, devant l'image du jeune homme dans la forêt enchantée, je l'ai rêvé. Tu es venu chez nous, et je me suis enfuie, et je t'ai prié et j'étais heureuse quand tu es resté, et ce n'était toujours que le rêve, Hans, que tu m'aimais. Je ne sais pas, ils disent aujourd'hui que c'est bête de rêver, que nous sommes dans une époque moderne, et que l'amour, Hans, vient et s'en va comme le temps qu'il fait. Mais il ne vient pas et ne s'en va pas comme le temps. Ça m'est égal d'être moderne,

je ne veux rien, seulement te dire que je t'aime. L'aquarium, ce n'était qu'un prétexte que j'ai inventé. Que m'importent les poissons ? Et le festival d'Heidelberg aussi, ça m'est égal, et l'Allemagne aussi, et le monde, ça m'est tout à fait indifférent, Hans, je ne tiens pas à tout cela. Mais à toi... voilà la vérité. A toi, à tes yeux, à tes mains, à ta tête et à tes jambes, à ton rire, à ton bonjour et ton au revoir, et quand tu me regardes et quand tu regardes ailleurs, et quand tu me parles et quand tu ne dis rien... tout ce qui est toi me tient et me possède et ils peuvent rire et dire que c'est bête. Je suis bête. Je veux être bête. Mais tu dois rester avec moi. »

Et ainsi répondit le cœur de Hans :

« Je ne veux jamais rien faire de tout ce que je fais, tu le sais bien. Je ne veux pas partir et je ne veux pas mourir pour l'Allemagne, tu le sais bien. Et lui, je ne l'aime pas et je suis seulement entraîné, Irène, comme une feuille dans le vent. Je ne suis pas fort et je ne veux pas être un héros, mais être près de toi... Et quand je te vois, je veux tout avoir. Tout ce que tu es, je veux l'avoir. Rien d'autre. Et le monde s'arrête là, tu le sais bien. Ma mère, ce n'est rien, et le Führer, ah Irène, quelle misère ! Et la patrie, ah Irène, quelle misère ! Et la gloire et l'honneur, ah Irène ! Tout cela est en toi, tu le sais





L'inflation de 1923 (ici : une manifestation d'enfants contre la misère) n'était pas « le dernier acte de la tragédie de 1918 » mais le prologue de la grande crise de 1929.

bien. Ce que disent les autres, ça m'est égal. Je n'entends que toi, Irène. Ils peuvent rire, je n'entends que toi... Et les autos, Irène, et le Zeppelin, les aviateurs, la victoire, et lui et ses baisers, ah Irène, je ne vois que toi, tu le sais bien... Et je ne vois pas non plus ces maisons devant nous, ni les tours, ni ce fleuve, ce ne sont que des ombres, tu le sais bien, tout cela ce sont mes yeux qui s'enfuient devant toi, ma raison qui s'enfuit devant toi, ma peur devant toi, Irène, oui, c'est ainsi... »

— « Quelle heure est-il ? » demanda Irène.

— « Bientôt six heures » répondit Hans et il se leva.

Ils prirent les boîtes avec les plantes et quittèrent le banc.

— « Vous avez faim ? » demanda Irène.

— « Un peu », répondit Hans.

Elle tira de son sac un morceau de pain et le lui donna. Il y mordit, continua de manger en marchant.

— « La salamandre pourpre est encore là ? »

Hans se baissa et dans une des boîtes écarta les plantes : « La voilà. »

Etroitement appuyée contre lui, Irène regarda l'animal.

— « Est-ce qu'elle a peur ? »

— « Sûrement, ce n'est pas une petite affaire que de tomber parmi les hommes. »

Alors Irène poussa un cri. Sa main se lança en avant. Ses yeux se révélaient. Elle bondit vers Hans. Elle le secoua par les épaules. Elle prit sa tête dans les mains.

— « Là-bas, lui cria-t-elle, regarde donc, là-bas. »

Hans regarda. Un homme pendait au plafond du pavillon. Il se balançait comme une lampe humaine.

Hans jeta la boîte par terre, l'eau s'écoula, les plantes jonchèrent le sol, la salamandre pourpre partit rapidement avec un balancement de canard. Hans se précipita dans le pavillon.

Irène le suivit. Il lui semblait qu'il courait un grand danger.

Quand elle entra dans le pavillon, elle vit Hans debout sur un banc entourer le pendu de ses bras.

— « Hans », cria-t-elle.

— « Tiens-le donc, répondit-il, là, par les jambes. »

Elle le saisit, mais elle ne voyait rien, elle sentit seulement quelque chose de lourd s'abaisser, puis s'étendre. Ses mains touchèrent la terre.

— « Prends ce bras », elle prit un bras, « en avant, comme je vais dire », et déjà il comptait : « Un, deux, trois... un deux, trois. » Elle remua automatiquement le bras.

— « Hans, chuchota-t-elle, ah, toi... »

« Un, deux, trois... un deux, trois... assez. »

Elle ouvrit les yeux. Un grand silence était tombé. Hans était debout devant elle. « Il est fichu, dit-il, c'était le boulanger Stählin. »

Irène vit le cadavre. Le dentier avait glissé sur la langue. Les artères du cou étaient gonflées. Sur la poitrine la chemise était déchirée.

Alors, il y eut tout à coup une véritable peur en elle. Un cri silencieux la parcourut, elle sauta par-dessus le mort, elle prit Hans par les épaules. Ses mains descendirent le long de lui en tremblant, tout le long du dos et remontèrent de nouveau jusqu'à la nuque. Était-ce des baisers, était-ce des mots, elle ne savait plus, elle sentait seulement qu'il la tenait serrée contre lui.

Ils restèrent longtemps ainsi. Se lâchèrent enfin. Le mort était étendu dans la lumière du soleil déclinant. On entendait à Siebenwasser sonner l'angélus du soir. Au-dessus de la vallée, mollement, en lambeaux lents, la brume se tissait.

Ensuite, ils avaient réfléchi à ce qu'ils devaient faire. Hans avait d'abord projeté de courir à Siebenwasser et d'aller chercher la police. Mais cela aurait été une course d'une heure et on ne pouvait tout simplement laisser le cadavre étendu là. Ainsi ils décidèrent de porter Stählin mort à la ferme. Il y avait à peine dix minutes jusqu'à la voiture. Ils n'éprouvèrent aucune peur en soulevant le corps. Ils se donnaient mutuellement des ordres. Ils le portèrent à travers la forêt. La nuit tombait déjà quand ils atteignirent la voiture. Avec sa pioche, Hans prit de la terre sur les plates-bandes et l'éparpilla sur le fond de la voiture, puis ils y couchèrent le corps. Ils jetèrent par-dessus une grande toile qu'ils trouvèrent dans la cabane. Ils vidèrent l'aquarium.

— « Je ne le veux plus », avait dit Irène.

Hans prit la bride et le petit cheval se mit au trot. La lune montait claire sur la prairie. Des étoiles filantes tombaient vers l'est. Le regain sentait bon et le brouillard débordait de la vallée.

Quand ils entrèrent à Roche-Blanche, ils virent deux gendarmes. Ils portèrent le corps dans la salle des machines.

Bäuerle et Schrader entrèrent. Megerle venait derrière.

Il tenait une lettre à la main. « Suicide patent », dit-il. « Il m'en a prévenu lui-même. »

Les gendarmes confisquèrent le corps. Hans signa avec Irène le procès-verbal.

Puis ils entrèrent dans la maison.

Personne ne vit qu'ils se tenaient par la main.

Tant la nuit était profonde.

CHAPITRE V

C'est un samedi, en mars. Ce matin, le temps a tourné. Un vent sec et chaud vient de l'ouest. L'étoffe noire des champs commence à se gonfler. Une molle buée, haute d'un demi-mètre, coule dans les ornières. Dans les prés l'eau s'amasse, d'un bleu vert. De petits ruisseaux grésillent à travers l'herbe. Dans les fonds où l'ombre se tapit, la dernière neige défleurit.

Hans descend le chemin vers Siebenwasser. Par-dessus sa chemise brune, il porte un vieux manteau civil, délavé. C'est contraire à l'exercice, c'est vrai, de sortir comme ça, ce n'est même pas du tout correct, mais Irène l'a prié si instamment de se protéger contre la fraîcheur de mars qu'il a fini par obéir. Oh, il obéit volontiers lorsqu'irène le prie. Elle a alors des paroles si douces, et elle regarde le sol, comme s'il y avait un secret dans la terre.

Hans fait de grands pas. A cinq heures a lieu la réunion des chefs et il veut être de retour pour le dîner parce qu'il veut offrir à Irène la revanche de la partie qu'elle a perdue hier. Irène est si belle quand elle ne sait plus que faire et qu'elle cherche à protéger cet imbécile de roi avec son dernier cheval. Hier, elle avait même une larme au coin de l'œil quand il a dit échec et mat.

Comme tout a changé, pense Hans, je suis vainqueur et cela me fait de la peine.

Jean-Gaspard est sorti sur le balcon. Le mince soleil de mars frappe de rayons obliques la façade jaune de la maison. Bäuerle regarde le jardin. Entre les plates-bandes bâchées, les premières fleurs sortent de parmi l'herbe. L'air est comme traversé de rubans bleuâtres. La fumée sort des cheminées toute blanche. Bäuerle s'étire invisiblement. Il sent cette journée jusque dans le dernier muscle de son corps. Et tout à coup il commence à siffler.

En bas, parmi l'écheveau des champs, sur le grand carrelage de la campagne, Hans avance, petit comme un jouet. Bäuerle cesse de siffler. Il suit le garçon du regard, le garçon qui a atteint la route et qui disparaît derrière une avancée du bois.

On avait passé l'hiver à Roche-Blanche dans un travail silencieux. Les événements à Siebenwasser — 10 faillites depuis la mort de Stählin, la banqueroute de la petite fabrique de conserves dans la vallée, les licenciements d'ouvriers chez Weber — n'avaient pas fait tomber Jean-Gaspard dans la nervosité générale. Il savait, certes, où en étaient beaucoup de bourgeois de la ville. Leur fortune s'était transformée en dettes, car la plupart d'entre eux spéculaient sur crédit. Maintenant leurs maisons étaient hypothéquées. Leur découvert, leurs stocks, souvent même leur travail appartenaient à la Banque. La ronde allègre des actions montantes avait cédé la place au cauchemar des intérêts qui se multipliaient à la vitesse des punaises. Les crédits étaient bouchés, l'Etat abaissait salaires et traitements, la construction était paralysée, mais plus grave que les pertes d'argent, on assistait à l'écroulement de la confiance. Et pourtant il semblait à Bäuerle que l'on exagérait. Schrader surtout était saisi d'une peur inouïe. Il disait que les gens ne se rétabliraient plus jamais de cette secousse. Il acceptait encore l'inflation comme le dernier acte de la tragédie de 1918. Mais maintenant, c'était trop. La chute des hauteurs de cette nouvelle espérance était trop brusque. Bäuerle s'était contenté de rire. Bien sûr que c'était pénible de se réveiller de ce rêve d'une aisance croissante en se trouvant tout nu dans la rue. Surtout que cette aisance avait pris en dernier lieu des formes peu discrètes, peu correctes même. Et il était révoltant, certes, de voir que lorsqu'il se produit des déplacements d'argent à l'intérieur du capitalisme, c'est toujours le petit homme qui paye la casse. Mais quand même, ce n'était pas une raison suffisante pour désespérer, le pays était, par ailleurs, splendidement en ordre. Et après tout, on avait aussi perdu la guerre. On ne pouvait quand même pas se relever comme si rien ne s'était passé.

(à suivre)



# livres

## LA GUERRE SUR LES COLLINES

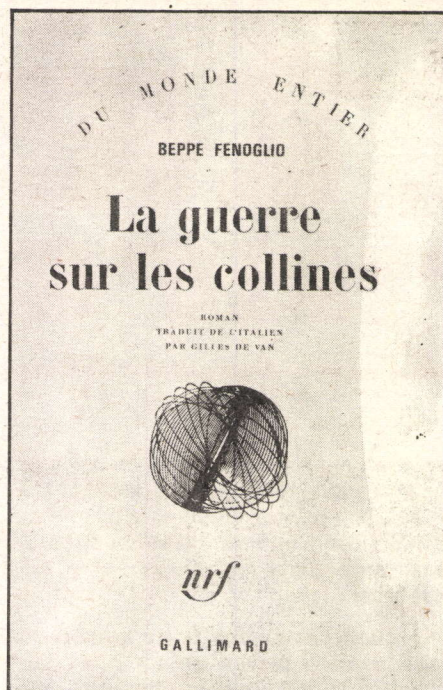
Beppe  
FEROGLIO

La guerre sur les collines, c'est la guerre de guérilla que livrent les partisans italiens entre l'automne 1943 et l'hiver 1944-45 aux fascistes. L'action se déroule dans les collines du Piémont, au sud de Turin. Après l'armistice du 8 septembre 1943, l'Italie est coupée en deux : le Sud où siège le gouvernement Badoglio est contrôlé par les Alliés ; le Centre et le Nord contrôlés par les fascistes, sous l'autorité des Allemands.

La résistance s'organise dans les zones occupées : Groupes d'Action Populaire (GAP) dans les villes et petits groupes de partisans dans les montagnes et les collines. Ceux-ci sont d'anciens soldats et officiers de l'ex-armée royale et des civils antifascistes. Il y a les « rouges » ou « garibaldiens », communistes ; les « bleus » badogliens, fidèles à la monarchie ; et d'autres groupes d'inspiration libérale. Tous sont regroupés dans les Comités de Libération Nationale.

Le livre est un témoignage authentique et réaliste de la vie quotidienne des partisans italiens avec le froid, la faim, les embuscades, les rivalités entre les « rouges » et les « bleus », les mauvais équipements, car les Alliés ne sont pas pressés de fournir armes et matériel à ces éléments qu'ils contrôlent mal ou pas du tout. En face, leurs ennemis, bien mieux armés et beaucoup plus nombreux, et tout le cortège d'horreurs ou de pillages, d'exactions et d'exécutions sommaires qui les accompagne.

Les partisans ne sont pas décrits comme des héros sans tâche, mais comme des hommes, avec leurs faiblesses et leurs défauts, leur mesquinerie et parfois leur grandeur. Fenoglio nous raconte la vie des maquisards vivant au jour le jour, leur vie de bêtes traquées, dans la boue des collines, la pluie, la neige, le froid, pour échapper aux ratissages et aux encerclements. Il nous les montre dans l'exaltation de la victoire et le



découragement de la défaite, contraints de passer un long hiver dans l'isolement, le manque d'informations, la quête d'un gîte, d'un peu de nourriture (les paysans sont plus ou moins complices, plus ou moins bienveillants selon les perspectives de victoire ou de défaite des partisans qu'ils protègent car ils subissent les représailles des fascistes).

Ce roman s'achève sur la mort du partisan Johnny. Il constitue un document passionnant car il nous fait connaître de l'intérieur un chapitre souvent méconnu de l'histoire italienne. Malgré quelques difficultés de lecture, dues aux nombreuses expressions anglaises non traduites, ce livre vaut la peine d'être lu.

Jacques LORRAIN.

La guerre sur les collines de Beppe Fenoglio. Ed. Gallimard. 43 F (460 pages).

## TÉLÉVISION SÉLECTION DE LA SEMAINE

Mardi 18 février

TF1 (20 h 30) :

**LES ANIMAUX DU MONDE**, une émission de François de La Grange : Animaux des îles et archipels en péril.

A2 (20 h 35) :

**Les camarades**, un film de Mario Monicelli (1963). Le film relate une grève menée en 1905 par des ouvriers turinois du textile avec l'aide d'un militant intellectuel socialiste. Un film excellent sur la condition et les luttes ouvrières de l'époque. Près de soixante-dix ans après, aujourd'hui, en 1975, le sort des ouvriers est-il meilleur, les conditions de travail font-elles moins de victimes ? La tâche essentielle de la classe ouvrière ne reste-t-elle pas de lutter pour une société sans exploitation ?

A ces questions, le débat prévu après la projection du film répondra peut-être — mais, pour l'instant, les noms des participants au débat ne sont pas encore connus.

FR3 (20 h 30) :

**LES GRANDES BATAILLES DU PASSE**, une émission de Henri Turenne et Daniel Costelle. Un document-reportage sur **La première bataille de la Marne**, en septembre 1914, bataille où le général Joffre utilisa les fameux taxis pour le transport des troupes.

Mais si la bourgeoisie française a des raisons d'être fière de cette victoire sur les troupes allemandes et si ses apôtres racontent ces faits avec des trémolos de patriotisme dans la voix, les travailleurs n'ont rien à commémorer là-dedans, sinon des heures noires où les travailleurs de tous les pays se sont entretués pour les profits des banquiers de leurs Etats respectifs.

Mercredi 19 février

TF1 (22 h 25) :

**Suicides, urgences et réanimation**, une émission médicale de Pierre Desgraupes, Igor Barrère et Etienne Lalou : reportage sur le traitement d'un malade ayant absorbé des barbituriques, effectué à l'hôpital de Chartres.

TF1 (20 h 30) :

**Les événements de Bronte**, un film historique relatant la révolte des paysans siciliens contre de riches propriétaires fonciers, au moment où le républicain Garibaldi, en 1860, débarquait dans l'île avec ses troupes, avant de marcher sur le Nord pour tenter de réaliser l'unité italienne.

Jeudi 20 février

TF1 (21 h 20) :

**SATELLITE**, une émission de Jean-François Chauvel. Trois reportages : **Vietnam deux ans après**, **Jésuites aujourd'hui** (seraient-ils moins « jésuites » qu'hier ?) et **PME en difficulté** ou les problèmes d'un petit patron en faillite.

FR3 (20 h 30) :

**Le docteur Folamour, ou comment j'ai appris à ne plus m'en faire et à aimer la bombe**, un film de Stanley Kubrick (1963). Un officier américain, obsédé par l'anticommunisme, déclenche une opération de bombardement de l'URSS dans un moment de folie : tel est le thème de ce film.

Une œuvre d'imagination qui pourrait bien être plutôt une œuvre d'anticipation politique sur l'avenir que nous prépare le gendarme impérialiste américain.

Vendredi 21 février

TF1 (20 h 30) :

**LA CAMERA DU VENDREDI, L'AVENIR DU FUTUR** : **Le choc des mondes**, un film de Rudolph Mate. Encore un film d'anticipation qui reflète l'angoisse devant les dangers de guerre atomique.

A2 (22 h 50) :

**CINE-CLUB** : **Tueur de dames**, un film de Alexander Mackendrick (1955). Un film classique d'humour... noir... anglais, avec Alec Guinness.

Dimanche 23 février

TF1 (20 h 30) :

**Le milliardaire**, un film de Georges Cukor.

# films

## UN LINCEUL N'A PAS DE POCHE Jean-Pierre MOCKY

**P**OUR son dernier film, JP Mocky a adapté un roman policier américain et l'a très librement transposé en France. C'est lui-même qui incarne le héros du film, Dolannes, un journaliste redresseur de torts, Don Juan à ses heures et bagarreur. Ecœuré par la corruption et la lâcheté de la presse devant les puissants de ce monde, Dolannes quitte son patron et crée son propre journal en utilisant l'argent de ses conquêtes. Avec l'aide d'un collègue et d'une secrétaire amoureuse de lui, celle d'un vieil imprimeur, celle aussi d'un « brave » flic, il va s'employer à révéler tous les scandales que les patrons de la grande presse tiennent sous le boisseau : le trucage des matches de football, comment un médecin, député de droite et grand défenseur de la famille, a provoqué la mort d'une femme lors d'un avortement, la corruption et la malhonnêteté des milieux politiques qui ne reculent pas devant le crime.

Malgré les pressions que lui et ceux qui l'aiment subissent, malgré les menaces et les truands qu'on met à ses trousses, Dolannes va jusqu'au bout. Dans **Un linceul n'a pas de poches**,

JP Mocky s'est attaqué à une certaine presse, celle qui dépend de l'argent et des puissants. Il la dénonce, montre sa lâcheté, sa vénalité. Mais le héros qu'il nous présente comme le type du journaliste intègre et courageux n'est guère sympathique : individualiste forcené, égoïste, utilisant les autres pour ses propres buts, les manipulant, les méprisant, il donne une piètre idée de l'idéal humain que semble défendre JP Mocky.

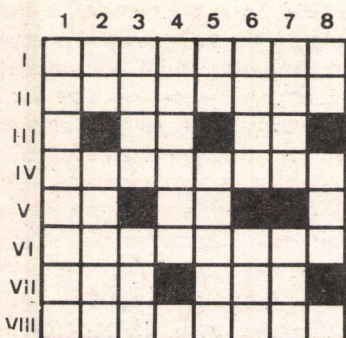
Et cela d'autant plus que, à quelques exceptions près (les collaborateurs directs de Dolannes), il montre un profond mépris pour tout le monde : pour ceux auxquels s'attaque Dolannes bien sûr, mais aussi pour tous ceux au nom desquels il prétend lutter, les gens du peuple, qui tous, dans le film, cèdent aux pressions, qu'ils soient artisans ou militants communistes.

Si l'humanité ne vaut pas mieux que ce qu'en montre Mocky, on se demande vraiment ce que défend son héros (et Mocky lui-même), sinon leur propre personne qui seule émerge du lot.

André ROUSSEL.

**HORIZONTALEMENT.** — I. Autant l'éviter, si c'est la peine. — II. Souvent synonyme de gothiques. — III. Lac pyrénéen cher au cruciverbiste - Parcours des yeux. — IV. Mange tout, mais pas forcément n'importe quoi. — V. Négation - Dieu solaire. — VI. Ils tournent le dos à la loi. — VII. Bière d'au-delà des mers - Familier tout retourné. — VIII. Primate du genre du makî.

**VERTICALEMENT.** — 1. Ce qu'est le statut des Antilles. — 2. Symbolise l'argent - Mesure la mer. — 3. Fantassin du jeu d'échecs - Véhicule lunaire. — 4. Constitue une défense de valeur. — 5. Possessif - Pour un enfant : parler la langue du crocodile. — 6. Cri qui appelle une réponse lointaine - Frère de cœur. — 7. Possessif qui nous échappe - Liquide renversé. — 8. Préposition de qualité - Les absents.



### SOLUTION DU PROBLEME PRECEDENT

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I	P	O	R	T	U	G	A	I	S	E
II	E	M	O	U	V	A	N	T	E	S
III	R	A	S	E	R		V	O		
IV	O	R	E	E		G	A	M	I	N
V	R		R	I	G	O	L	O	S	
VI	A	M	A	D	O	U	E	R		M
VII	I		I	E	N	I	S	S	E	I
VIII	S	T	E	R	I	L	E		N	N
IX	O	O		S	O	L		E	V	E
X	N	I	L		S	E	R	T	I	R



# Lutte OUVRIÈRE UNE NOUVELLE ÉTAPE

**L**E prochain numéro de Lutte Ouvrière ne sera pas mis en vente, comme cela devrait se faire suivant la périodicité actuelle, le mardi 25 février. Mais rassurez-vous, amis lecteurs, ce n'est pas parce que votre journal rencontre des difficultés mettant en cause sa parution. C'est au contraire parce qu'il se prépare à franchir une nouvelle étape de son existence.

Depuis plusieurs semaines, nous avons fait appel, dans ces colonnes, à l'amitié et à l'aide de nos lecteurs, pour nous permettre d'améliorer la qualité et la diffusion de Lutte Ouvrière. Et cet appel, nous ne l'avons pas lancé en vain. Des mandats nous sont parvenus. Dans les ateliers et les bureaux, des noms se sont alignés les uns sous les autres, sur les listes de souscription que nos camarades font circuler. Et les listes de souscription que nous publions chaque semaine sont significatives, et du public de Lutte Ouvrière, et de sa solidarité avec son journal. Car outre qu'elles finissent par constituer des fonds importants, ces milliers de petites sommes qui nous parviennent depuis que cet appel a été lancé, nous touchent infiniment, et nous encouragent à poursuivre notre effort, car elles témoignent de la sympathie de milliers de petites gens, travailleurs, ménagères, qui se reconnaissent dans notre journal, et souhaitent contribuer à son développement.

Cette aide va donc nous permettre d'engager une nouvelle bataille pour augmenter la diffusion de notre hebdomadaire. Si Lutte Ouvrière est en effet en vente, depuis sa naissance, dans un certain nombre de kiosques et de librairies, l'essentiel de sa diffusion est actuellement assurée par l'effort militant des camarades qui le vendent autour d'eux sur leurs lieux de travail, à la criée sur les marchés ou dans les rues, ou encore au porte-à-porte. Cette vente n'a cessé d'augmenter depuis 1968, comme n'a cessé de s'accroître le rayonnement de notre tendance. Mais, par nature, elle est forcément limitée. Et le problème

est d'essayer de gagner des milliers de nouveaux lecteurs, en assurant à un hebdomadaire d'une qualité encore améliorée une diffusion beaucoup plus large dans les kiosques et les librairies.

Fondamentalement, notre hebdomadaire restera certes ce qu'il est aujourd'hui : il défendra toujours les mêmes idées. Mais tout en demeurant ce qu'il est aujourd'hui — le journal de l'extrême-gauche ouvrière — notre hebdomadaire s'efforcera d'avoir un contenu plus riche et plus

varié, et de suivre l'actualité d'encre plus près. C'est cette dernière raison qui nous a amenés à modifier sa date de parution, de manière à éliminer la coupure de deux jours du week-end, qui séparait la rédaction et la fabrication du journal de sa mise en vente. A partir du 1<sup>er</sup> mars, Lutte Ouvrière sera donc dans les kiosques dès le samedi matin.

Lutte Ouvrière sera également en vente dans un nombre de points de vente bien plus considérable qu'aujourd'hui. Notre ambition est qu'il

puisse être présent partout où il y a des hommes et des femmes qui sympathisent avec les idées des révolutionnaires, c'est-à-dire, comme l'ont démontré les dernières élections présidentielles, dans les grandes villes comme dans les plus petits villages.

Et il s'agit aussi de faire savoir à tous ceux qui sont susceptibles de s'intéresser à notre hebdomadaire, que celui-ci existe. Il s'agit de faire savoir à tous ceux qui se sont reconnus l'an passé dans la campagne de notre camarade Arlette Laguiller, qu'ils pourront trouver le même langage qui les avait touchés, les mêmes idées, chaque semaine dans notre journal. Nous allons donc développer à partir du 1<sup>er</sup> mars toute une campagne de publicité pour notre journal, en comptant bien sûr d'abord sur l'effort militant de nos camarades pour le vendre, le faire connaître, coller des affiches, mais aussi en nous adressant à un certain nombre de supports publicitaires professionnels, et en particulier, dans la mesure du possible, aux radios périphériques. Ce n'est pas du luxe, c'est simplement qu'un tel effort est indispensable, si nous voulons que l'effort financier bien plus considérable que nous allons faire pour que Lutte Ouvrière soit présent dans un bien plus grand nombre de points de vente, ne soit pas fait en vain.

Alors voilà. Nous avons eu la preuve, ces dernières semaines, que nous pouvions compter sur l'aide de nos lecteurs. Et nous faisons de nouveau appel à eux. Que tous ceux qui ne l'ont pas encore fait nous adressent l'expression de leur solidarité financière. Que tous fassent connaître Lutte Ouvrière autour d'eux. Que ceux qui le peuvent organisent des ventes, des collages, pour le soutenir. Que tous ceux qui sont prêts à nous aider, de quelque manière que ce soit, nous écrivent. Ensemble, nous ferons de notre hebdomadaire un hebdomadaire plus efficace, l'expression d'une tendance de plus en plus forte du mouvement ouvrier, avec laquelle il faudra compter.

## ATTENTION

### LE PROCHAIN NUMÉRO DE

# Lutte OUVRIÈRE

SERA MIS EN VENTE DANS LES KIOSQUES

NON PAS LE MARDI 25 FEVRIER, MAIS

## LE SAMEDI 1<sup>er</sup> MARS

## né de mai 68



**C**'EST fin juin 1968, alors que se terminait, bradée par les directions traditionnelles, la plus grande grève générale que ce pays ait connue, que parut le premier numéro de Lutte Ouvrière. Fondé par des militants révolutionnaires, dont beaucoup avaient participé à la Voix ouvrière que Marcellin venait d'inédire, se plaçant sans équivoque sur le terrain du marxisme-léninisme, du trotskysme, Lutte Ouvrière apparaissait, dès ce premier numéro, parmi toutes les publications d'extrême-gauche qui fleurissaient à ce moment-là, comme le porte-parole d'une tendance révolutionnaire qui se donnait comme premier objectif de faire sortir les idées révolutionnaires du ghetto des universités, et d'assurer leur présence dans la classe ouvrière.

Des huit pages de juin 1968, Lutte Ouvrière passa bientôt à douze pages, pour atteindre son volume actuel en novembre 1969. Depuis, notre tendance n'a cessé de se renforcer, d'accroître son audience, non seulement par la vente de notre hebdomadaire, mais aussi en présentant 171 candidats aux élections législatives de 1973, et en faisant d'Arlette Laguiller son porte-parole, la première femme candidate à la présidence de la République ; et surtout en étendant son audience dans les entreprises. Ce sont en effet aujourd'hui plus de 250 bulletins d'entreprise, correspondant à autant de groupes militants, qui assurent régulièrement la défense de nos idées parmi les travailleurs, atteignant une diffusion bi-mensuelle de près de 300.000 exemplaires.

Autour de notre hebdomadaire se sont ainsi regroupés des centaines et des centaines de militants ouvriers, attelés à la tâche de la construction du parti ouvrier révolutionnaire nécessaire aux travailleurs de ce pays.

